



Association pour le

**Développement de l'éducation en Afrique**

LETTRE D'INFORMATION DE L'ADEA

VOLUME 14, NUMERO 1

JANVIER-MARS 2002

# Les groupes de travail de l'ADEA

## Bilan et perspectives

L'ADEA compte actuellement onze groupes de travail. Quel est le bilan de leurs efforts ? Leur apport spécifique au développement de l'éducation en Afrique ? Chaque année, la lettre d'information fait le point sur une composante centrale de l'ADEA sans laquelle les objectifs de l'association ne pourraient être réalisés.

**L**es groupes de travail de l'ADEA ont été créés afin de se pencher sur des questions critiques pour le développement de l'éducation en Afrique. Mais comment les groupes de travail abordent-ils ces questions ? Quelles contributions y ont-ils apportées ?

Parce qu'ils sont engagés dans de nombreuses activités, il est difficile de

rendre compte rapidement de ce que font les groupes de travail (GT). Ceci est d'autant plus ardu qu'ils sont à des stades différents de maturation : certains ont été créés peu après la naissance de l'ADEA, d'autres ont à peine deux ou trois ans d'existence. La plupart mènent à la fois des activités de recherche et d'analyse, de plaidoyer et de renforce-

ment de capacités. Analyse pour mieux comprendre les sujets cernés et définir les actions à mener ; plaidoyer pour communiquer avec les acteurs concernés et obtenir leur appui et leur participation aux efforts des GT ; renforcement des capacités pour amener les institutions africaines à développer leurs propres réponses aux défis qui leur sont posés.

### **Un travail significatif de renforcement des capacités**

Malgré la diversité des actions des GT, ce qui ressort avant tout des articles qui suivent, ce sont leurs efforts de renforcement des capacités et leur contribution à la production de connaissances dans leurs domaines respectifs. Pour certains GT, le renforcement des capacités est une action commencée dès l'origine ; cette action se traduit aujourd'hui par l'existence de communautés professionnelles spécialisées et constituées en réseau qui se développent d'année en année. Ainsi, le programme SISED du GT sur les statistiques, dont l'objectif est d'aider au développement de systèmes d'informations nationaux durables, a formé un vaste réseau de statisticiens et de spécialistes de la gestion de l'information. L'influence concrète de ces spécialistes a été mise en évidence lors du Forum de Dakar par la qualité des données fournies par la région



Afrique dans le bilan 2000 de l'EPT. Le GT sur la profession enseignante a également contribué au développement professionnel d'experts de près de trente pays d'Afrique subsaharienne en renforçant leurs capacités à analyser les problèmes de gestion et de mobilisation des enseignants et à initier des actions au sein des ministères. En travaillant étroitement avec des ONG africaines (par exemple APNET et PABA pour le GT sur les livres et le matériel éducatif, le FEA pour le GT sur la participation féminine et l'AUA pour le GT sur l'enseignement supérieur) ou par le biais de groupes de travail nationaux (c'est le cas des GT sur l'éducation non formelle, sur la profession enseignante et sur les statistiques) les GT ont favorisé la mise en réseau et les échanges autour de ces institutions et de ces groupes tout en renforçant leur rayonnement et leur capacité d'élaboration d'actions.

### **Une mine de connaissances sur l'éducation en Afrique**

Ce qui ressort également des articles de ce numéro est la contribution des GT à la production de connaissances aussi bien en termes d'éclairages conceptuels que de méthodologies et d'instruments opérationnels. Ces apports et connaissances ont été disséminés par le canal des publications et par de nombreuses activités de plaidoyer et de partage d'expériences. Le GT sur les livres et le matériel éducatif publie, dans sa collection *Perspectives*

*sur le développement du livre en Afrique*, une série d'ouvrages qui cernent les différents facteurs intervenant dans l'industrie du livre et que les politiques doivent prendre en considération ; le GT sur les statistiques produit des modules de formation qui couvrent les différentes étapes du développement et de la gestion d'un système d'information ; le GT sur la profession enseignante, section anglophone, a produit des modules pour le développement professionnel de hauts fonctionnaires de l'éducation, les inspecteurs de l'enseignement notamment. En 2001, les GT ont publié, entre autres, un ouvrage résumant une série d'études sur les problèmes de gestion des personnels en Afrique francophone ; un bilan détaillé de la formation à distance en Afrique subsaharienne ; des études de cas sur le financement et le coût de l'éducation au Bénin, au Niger et à Maurice ; deux revues de l'analyse sectorielle au Burkina Faso et au Mozambique [cf. la liste complète des ouvrages publiés en 2001 à la page 23]. Conscients de l'importance de communiquer les résultats de leurs travaux, plusieurs GT (analyse sectorielle, éducation non formelle, participation féminine, statistiques) ont développé leurs propres sites Web.

### **Contributions à l'analyse des politiques**

On notera également que presque tous les GT ont des projets d'analyse des politiques. Ainsi, le GT sur le développement

de la petite enfance (GTDPE) vient d'achever un premier examen des politiques de DPE au Ghana, à Maurice et en Namibie. Les équipes nationales du GT sur la profession enseignante, sections francophone et anglophone, analysent les problèmes de gestion des personnels enseignants et élaborent des plans d'action nationaux. Le GT sur l'analyse sectorielle a organisé cette année le premier d'une série de séminaires sur le rôle de cette analyse dans le dialogue politique et la réforme éducative. Le GT sur l'enseignement supérieur a démarré l'an dernier un projet pour repérer et analyser les initiatives et réformes de l'enseignement supérieur les plus prometteuses. Le GT sur les livres et le matériel éducatif a achevé en 2001 une étude sur les politiques de distribution du livre en Afrique.

Toutes ces actions de renforcement de capacités, toutes ces connaissances accumulées, toutes ces analyses sont particulièrement importantes à un moment où la plupart des pays prennent conscience de la nécessité de lancer des réformes pour réaliser les objectifs d'éducation pertinente et de qualité pour tous. Les GT alimentent ainsi le dialogue politique entre les acteurs de l'éducation, notamment entre les deux composantes principales de l'ADEA, les ministres africains de l'éducation et les agences de développement, en leur apportant les données fondamentales et les éclairages analytiques dont ils ont besoin pour fonder sur une base solide les choix et les options politiques de réforme. ■

## **Sommaire**

### **Dossier : Activités des groupes de travail en 2001**

Les GT de l'ADEA : Bilan et perspectives .....	1	Enseignement supérieur .....	17
Développement de la petite enfance < .....	3	Analyse sectorielle en éducation .....	18
Statistiques de l'éducation .....	5	Livres et matériel éducatif .....	20
Education non formelle .....	7	Comment contacter les GT .....	13
Enseignement à distance .....	9	<b>Le programme d'échanges</b>	
Participation féminine .....	11	<b>intra-africains de l'ADEA .....</b>	<b>22</b>
Profession enseignante, section francophone .....	14	<b>Nouvelles publications 2001 .....</b>	<b>23</b>
Profession enseignante, section anglophone .....	15	<b>Calendrier .....</b>	<b>24</b>

# Développement de la petite enfance

Le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) œuvre, en partenariat avec les ministres africains de l'éducation, à la promotion d'un développement global de la petite enfance (DPE). Il a pour principaux objectifs de sensibiliser les ministères à la nécessité de favoriser le développement de la petite enfance, de renforcer les capacités dans ce secteur et de susciter l'élaboration de politiques nationales. En 2001, un premier examen des politiques de DPE a été achevé. Il couvre trois pays : le Ghana, Maurice et la Namibie.

**D**epuis 1999, le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) s'attache à nouer un dialogue avec les gouvernements et œuvre pour multiplier et développer des actions nationales qui s'intéressent au développement des jeunes enfants et tiennent compte de leurs besoins. « *Les capacités d'apprendre d'un enfant et son attitude face à l'apprentissage se déterminent dès son plus jeune âge. Un enfant ne pourra se déployer pleinement s'il n'a pas eu suffisamment d'affection, d'interactions et de jeux éducatifs et si ses besoins essentiels de protection, de nourriture et de soins n'ont pas été assouvis* »<sup>1</sup>. Faute de politiques nationales claires, ce résultat ne sera pas atteint ; ce constat est à l'origine du projet d'examen des politiques lancé par le groupe de travail en 1999 pour passer en revue les différentes politiques nationales

de DPE qui existent en Afrique subsaharienne.

## L'élaboration des politiques

Les résultats et les expériences du projet d'examen des politiques du GTDPE ont franchi un cap important en 2001. Conçu à l'origine pour réaliser des études de cas au Ghana, à Maurice et en Namibie, le pro-

“ Les capacités à apprendre d'un enfant et son attitude face à l'apprentissage se déterminent dès son plus jeune âge. Un enfant ne pourra se déployer pleinement s'il n'a pas eu suffisamment d'affection, d'interactions et de jeux éducatifs et si ses besoins essentiels de protection, de nourriture et de soins n'ont pas été assouvis. ”

Rapport de synthèse sur le projet d'examen des politiques du GTDPE



jet a eu un effet boule de neige, incitant d'autres pays d'Afrique subsaharienne à entreprendre des activités de DPE. Les études de cas visaient à rassembler le plus d'informations possibles sur le processus d'élaboration d'une politique de DPE et, si possible, sur sa mise en œuvre. Grâce à elles, des progrès vers la mise au point d'actions nationales ont été réalisés.

L'étude de cas ghanéenne a suscité un regain d'attention pour le DPE, qui est devenu un thème prioritaire dans le programme du gouvernement. A Maurice, un groupe de travail a été mis sur pied pour étudier les recommandations de l'étude de cas et proposer un plan de réforme de la politique de DPE dans le pays. De son côté, le ministère namibien de la condition féminine est à la recherche d'un financement pour réviser et améliorer sa politique de DPE, à propos de laquelle il déclare, de manière concise, que « *le développement de l'enfant ne peut être découpé en variables de santé, de nutrition,*

UNICEF/Madagascar

d'éducation, de milieu social ou d'émotions : tous ces éléments font partie intégrante de la vie de l'enfant »<sup>2</sup>. Depuis que cet examen a été réalisé, l'UNICEF a introduit en Namibie un programme de formation approfondie sur le DPE.

Les études de cas n'ont pas uniquement réussi à faire progresser le DPE dans ces pays ; elles ont montré que l'on pouvait bâtir des projets à l'aide des forces vives du pays, des populations et des organisations. Les gouvernements ghanéen, mauricien et namibien ont fait preuve d'un certain courage et d'un véritable engagement lorsqu'ils ont entrepris d'élaborer et d'introduire des politiques de DPE spécifiques, globales et trans-sectorielles. Ils ont été encore plus courageux lorsqu'ils ont laissé les autres pays prendre connaissance des essais, des erreurs et des difficultés du processus afin que chacun puisse profiter de leur réussite et connaître les défis à relever.

### L'enquête sur les politiques

L'année dernière, le groupe de travail a également réalisé une enquête sur les activités de DPE à travers l'Afrique subsaharienne afin d'établir un état des lieux, surtout sur les questions politiques. Cette enquête a révélé qu'un grand nombre de personnes s'étaient engagées en faveur du développement de la petite enfance (parents, communautés, ONG, salariés du secteur public ou privé). Mais les enfants qui reçoivent les services dont ils ont besoin (et qu'ils méritent) sont encore trop peu nombreux et, faute d'une aide de la communauté internationale, les structures déjà fragiles pourraient bien s'effondrer. Les gouvernements africains doivent donc se mobiliser pour garantir une amélioration et une multiplication des services aux jeunes enfants. L'élaboration et la mise en œuvre des politiques jouent ici un rôle fondamental.

### Renforcement des activités

Une réunion consultative du GTDPE, la deuxième du genre, a fourni l'occasion de consolider les enseignements tirés des études du projet d'examen des politiques.

Le ministère néerlandais des Affaires étrangères a ainsi accueilli, du 10 au 12 décembre dernier, 26 personnes venues d'Afrique francophone et anglophone, d'organisations internationales et bilatérales et des réseaux africains de DPE. Chacun des pays représentés à la réunion a brossé un tableau rapide du développement de sa politique nationale de DPE. Les principaux enseignements concernant le développement des politiques peuvent se résumer comme suit :

- ▶ Une politique de DPE digne de ce nom doit viser le développement global de l'enfant ;
- ▶ Une planification et une coopération trans-sectorielles sont d'une importance vitale si l'on veut parvenir à ce développement global ;
- ▶ De solides mécanismes trans-sectoriels de coordination doivent être mis en place ;
- ▶ L'intégration du DPE dans les programmes de lutte contre la pauvreté est fondamentale ;
- ▶ Des ressources adéquates, tant financières qu'humaines, doivent être allouées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques ;
- ▶ Un engagement politique permanent est primordial pour le développement et la mise en œuvre du DPE ;
- ▶ La consultation la plus large possible, à toutes les étapes et à tous les niveaux du processus, est essentielle ;
- ▶ Pour assurer le lancement efficace de programmes, il faut savoir tirer parti d'événements importants du pays ;
- ▶ En Afrique, l'offre de DPE provient essentiellement des services centraux. Une alternative rentable, impliquant les familles et les communautés, pourrait contribuer de façon plus significative au développement de la petite enfance et devrait être encouragée.

Le groupe de travail s'est aussi interrogé sur ses futures activités. Les participants ont appelé de leurs vœux l'établissement de liens avec d'autres groupes de travail de l'ADEA, le groupe sur les statistiques de l'éducation par exemple, pour la mise au point d'indicateurs, ou encore le groupe sur la profession enseignante, pour gérer la question du VIH/SIDA et de ses conséquences sur le corps enseignant.

### Activités envisagées

Pendant la réunion consultative, la participation pleine et entière de tous a été recherchée. Les participants ont pu analyser de façon critique le développement des politiques et ont décidé de poursuivre leurs activités sur ce sujet avec leurs collègues, chez eux. Le GTDPE a su tirer parti de l'expérience et de l'expertise du groupe pour mettre sur pied un programme de travail du GTDPE qui comprend trois volets :

- ▶ **Le maillage** : une étude sera réalisée afin de comprendre les facteurs déterminants de l'efficacité d'un réseau, comment venir en aide aux réseaux naissants et comment des réseaux nationaux et régionaux peuvent interagir et s'entraider. Cette étude aidera à créer un lieu d'échange d'expériences qui renforcera les liens entre les différents réseaux sous-régionaux ;
- ▶ **L'élaboration et la mise en œuvre des politiques** : un manuel destiné à faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de DPE sera développé. Une aide sera apportée aux pays souhaitant se lancer dans ce projet, via un support technique, des activités de renforcement des capacités et la diffusion d'outils adaptés. De nouvelles études sur les politiques de DPE en Afrique subsaharienne seront réalisées en collaboration avec d'autres organisations ;
- ▶ **Le VIH/SIDA** : les pays qui adoptent une politique de DPE ou évaluent la politique existante seront encouragés à prévoir des stratégies pour venir en aide aux jeunes enfants affectés par le VIH/SIDA. Le groupe s'efforcera également d'établir des partenariats avec d'autres organismes intervenant en ce domaine.

**JEANNETTE VOGELAAR**

LEADER DU GT SUR LE DÉVELOPPEMENT  
DE LA PETITE ENFANCE

1. Rapport de synthèse sur le projet d'examen des politiques du GTDPE, par Kate Torkington, octobre 2001.

2. « Examen de la politique de DPE en Namibie et de sa mise en œuvre », consultants de Namibie, juin 2001.

# Statistiques de l'éducation

Depuis sa création en 1989, le Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques (GTSE) aide à mettre en place des services d'information statistique sur l'éducation efficaces, pertinents et durables. Une contribution majeure du SISED, le programme de renforcement des capacités du GTSE, est de participer au développement professionnel d'un vaste réseau de gestionnaires de l'information et de statisticiens africains.

Le programme de renforcement des capacités des Systèmes d'information statistique de l'éducation (SISED) constitue l'activité principale du Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation (GTSE). SISED est soutenu par neuf agences de développement et concerne plus de 40 pays d'Afrique subsaharienne. L'équipe SISED œuvre à partir du centre régional, basé au bureau de l'UNESCO à Harare et des deux pôles sous-régionaux : à Harare pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et à Dakar pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Au cours de l'année 2001, le GTSE et le SISED ont poursuivi leurs activités



Membres du GTSE/SISED à Dakar, mars 2001. Jawara Gaye (Gambie), Alpha Aliou Barry (Guinée), M. Mokubung (Botswana).

avec les pays afin de mettre en place des systèmes d'information statistique durables sur l'éducation. Le GTSE a également joué le rôle de forum (pour promouvoir les contacts entre les diverses initiatives en matière d'éducation) et de bureau central (pour la coopération, la coordination et le réseautage entre pays, agences d'aide et autres partenaires).

## Réunion technique annuelle

La réunion technique annuelle du programme SISED et la réunion du comité de pilotage du GTSE se sont tenues à Dakar du 12 au 16 mars 2001. Quelque 70 participants étaient présents, dont des représentants de plus de 30 pays et agences de développement. Pour les deux réunions, une étude globale a été effectuée et un rapport a été présenté portant à la fois sur la situation actuelle des différents systèmes nationaux d'information statistique en matière d'éducation et

sur les domaines qu'il conviendrait de développer en priorité.

Lors de la réunion technique du SISED les participants ont fait un bilan de la situation actuelle, défini les priorités en matière de développement des capacités et constitué des groupes de travail techniques transnationaux pour les différents secteurs prioritaires et les différentes sous-régions. Le comité de pilotage du GTSE a engagé une discussion avec tous les membres du SISED/GTSE et s'est mis d'accord avec eux sur un programme 2001/2002. Différentes stratégies de mobilisation de ressources financières ont également été esquissées. Le comité de pilotage a en outre décidé que l'Agence suédoise pour le développement international et le ministère hollandais des Affaires étrangères assureraient conjointement le pilotage du GTSE.

## Suivi de l'Education Pour Tous

Le GTSE a continué à apporter son concours aux représentants sous-régionaux des coordonnateurs du pro-

“Disposer d'informations pertinentes est une condition sine qua non d'une prise de décision et d'un discours public éclairés ; de même, la mise au point de systèmes d'information est un maillon essentiel dans le processus de transformation de bureaucraties rigides en organisations apprenantes, capables de réagir rapidement et de résoudre en Afrique subsaharienne les questions cruciales du développement.”

Ko-Chih Tung

Coordonnateur du Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques

gramme national africain de l'EPT. Il a permis aux membres de ce groupe de se rencontrer au cours de la réunion annuelle du GTSE de mars 2001 qui s'est tenue à Dakar et de participer à la réunion de tous les coordonnateurs EPT nationaux africains qui s'est tenue à Paris en septembre 2001. Le GTSE a organisé des séances de travail sur le thème *Comment l'Afrique entend-elle mettre en œuvre l'EPT?* pendant laquelle la question de la mise en place d'une structure régionale chargée du suivi de l'EPT a été abordée. A l'issue de ces discussions, le GTSE a rédigé un document, « L'EPT en Afrique subsaharienne », proposition pour une structure régionale, qui a été transmis à tous les coordonnateurs EPT nationaux.

De plus, par le biais de ses diverses activités, le GTSE continue d'apporter son concours à des programmes nationaux de renforcement des capacités qui permettront aux pays de mieux assurer le suivi de l'EPT dans leur propre environnement national.

### Recensements et enquêtes auprès des ménages

SISED a entrepris un projet portant sur l'analyse des différences entre la scolarisation et la fréquentation scolaire au primaire et sur les raisons qui font que les enfants ne sont pas à l'école. L'objectif est : 1) d'élaborer un module permettant une meilleure utilisation et combinaison des données tirées des statistiques scolaires annuelles, des recensements et des études sur les ménages ; 2) d'identifier les enfants qui ne sont pas à l'école. En 2001, trois pays pilotes (Malawi, Zambie, Zimbabwe) ont mis en place des équipes nationales, procédé à des analyses statistiques et rédigé des rapports nationaux. A partir de ces expériences, le SISED développe un module générique qui pourra être utilisé par d'autres pays.

### Education non formelle

Le GTSE, en collaboration avec le GT sur l'éducation non formelle, apporte son concours aux pays qui souhaitent mettre en place un système d'information sur l'éducation non formelle (ENF). Lors de la réunion du GTSE de mars 2001, un

groupe de travail technique a été constitué et différents projets pilotes ont été proposés. A l'heure actuelle, SISED met en œuvre des projets pilotes au Kenya, en Namibie, en Ouganda et au Zimbabwe afin d'analyser les besoins en matière de données sur l'ENF, pour ensuite concevoir et développer des bases de données sur l'ENF.

### Analyse et présentation des statistiques

Lors de la réunion SISED/GTSE de mars 2001, une des premières priorités identifiées par les participants au niveau du renforcement des capacités a été la formation à l'analyse des données et à leur présentation aux utilisateurs potentiels. Un groupe de travail technique a été constitué pour élaborer un module de formation et former des formateurs ; un premier atelier de formation à l'utilisation d'outils d'analyse statistique est prévu début 2002 pour des experts de 17 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. La formation sera double : planification et gestion des projets pour les groupes de travail techniques ; formation pratique à l'élaboration, la création et l'analyse d'indicateurs statistiques, ainsi qu'à la production de publications et autres supports d'information.

L'analyse statistique et la présentation des données étant très liées, des spécialistes locaux de la publication seront impliqués dans la préparation de la formation qui couvrira notamment l'édition, la production de graphiques et de tableaux, la mise en page et la production de livres, posters, brochures, dépliants et autres supports imprimés.

### Module sur la collecte et le traitement des données

En 2001, un nouveau module a été produit par les équipes SISED du Burkina Faso et du Sénégal et coordonné par le pôle SISED de Dakar. Ce module comporte plusieurs éléments :

- un document présentant l'approche retenue (approche «besoins»), la modé-

lisation et les outils de collecte de données qui en découlent ;

- une série d'outils informatiques intégrés : applications pour la saisie et le traitement des données et l'édition automatisée de l'annuaire statistique, accompagnées d'une documentation technique ;
- une application permettant l'analyse multidimensionnelle des données, afin de faciliter la prise de décision.

Le module a été validé par une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre lors d'un atelier organisé à Dakar en décembre 2001. Un groupe de travail technique a été constitué afin de permettre aux pays qui le souhaitent d'adapter ces outils à leurs besoins spécifiques.

### Connexions Internet

SISED a continué à aider les services statistiques des ministères de l'éducation à accéder à Internet. Huit pays ont été connectés à ce jour : la Côte d'Ivoire, l'Erythrée, les Seychelles, la Sierra Leone, la Zambie, les Comores, le Libéria et le Niger.

### Stages SISED

En 2001, trois spécialistes africains ont été accueillis dans les deux bureaux sous-régionaux du SISED pour recevoir une formation pratique dans les domaines suivants : recherche et développement, développement de systèmes, gestion de services techniques et de conseil. La formation a pour but de faciliter le transfert progressif de la responsabilité et de la gestion du SISED vers l'Afrique et de réduire la dépendance des pays vis-à-vis des experts des agences de développement.



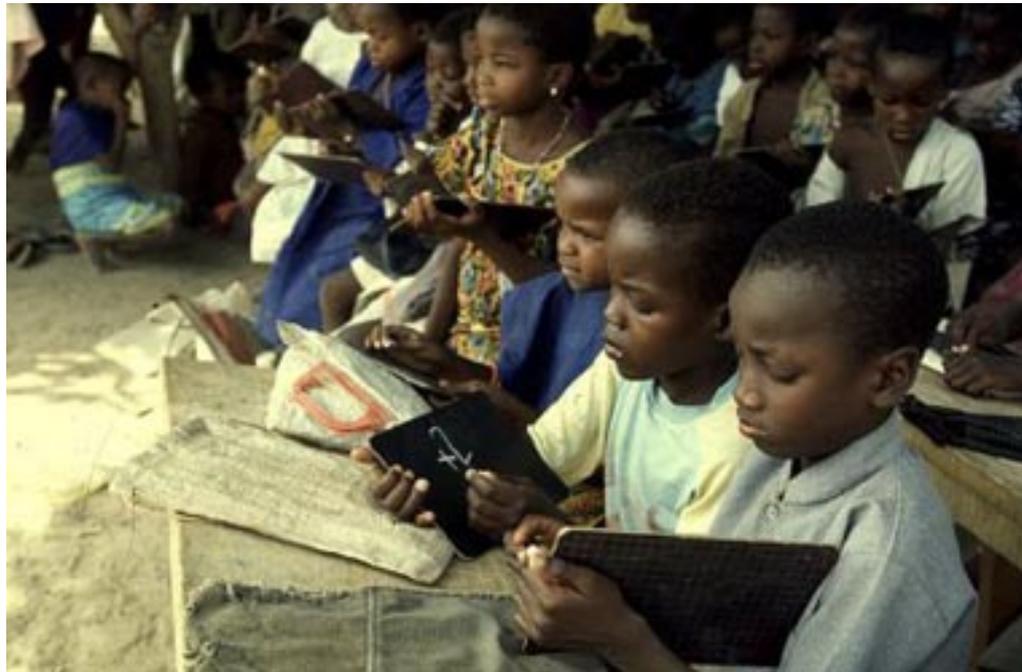
**KO-CHIH R. TUNG**  
COORDONNATEUR DU  
GT SUR LES STATISTIQUES  
DE L'EDUCATION

**ANNA ERIKSSON**  
COORDONNATRICE SISED  
POUR L'AFRIQUE DE L'EST  
ET L'AFRIQUE AUSTRALE

**BERNARD AUDINOS**  
COORDONNATEUR SISED POUR L'AFRIQUE  
DE L'OUEST ET L'AFRIQUE DU CENTRE

# Education non formelle

Les gouvernements africains procèdent de plus en plus à la révision et à la réforme de leurs systèmes éducatifs afin d'éliminer l'analphabétisme et d'assurer à leurs populations l'égalité d'accès à un enseignement de qualité. Depuis sa création en 1996, le Groupe de Travail sur l'éducation non formelle (GTENF) a apporté son soutien aux pays africains dans le domaine de l'ENF. Ce soutien est allé en priorité aux parties prenantes et aux structures existantes dans les pays concernés. A travers la formation de groupes de travail nationaux, d'importantes avancées ont fait progresser les modes alternatifs d'apprentissage et d'éducation, tout en intégrant davantage l'ENF dans le système éducatif dans son ensemble.



Kouon, Mali, école primaire du village. Photographie : Forbes, Inez/UNESCO

“ Nous réaffirmons le principe énoncé dans la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, 1990), qui s'appuie sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention sur le droit des enfants, selon lequel toute personne – enfant, adolescent ou adulte – doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux, au sens le plus large et le plus riche du terme, une formation où il s'agit d'apprendre à connaître, à faire, à vivre ensemble et à être. Une éducation qui s'attache à exploiter les talents et le potentiel de chaque personne et à développer la personnalité des apprenants, afin de leur permettre de mener une vie meilleure et de transformer la société dans laquelle ils vivent. ”

Texte adopté au Forum mondial sur l'éducation  
Dakar, Sénégal, 26-28 avril 2000

## Aller vers tous

Le groupe de travail sur l'éducation non formelle a réussi à promouvoir des concepts et des stratégies permettant d'aborder deux des principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays :

- Renforcer l'offre alternative d'éducation (pour les jeunes gens non scolarisés, les enfants des rues, les adultes analphabètes, etc.) de sorte que les groupes défavorisés puissent accéder à une offre d'apprentissage de qualité ;

- Intégrer ces offres alternatives dans un système éducatif holistique afin qu'elles apparaissent dans les statistiques éducatives et les budgets annuels de l'éducation, mais aussi qu'elles fassent partie du projet de création d'un vaste système d'évaluation et d'accréditation. Le GTENF et le Groupe

de travail sur les statistiques (GTSE) ont notamment uni leurs efforts en collaborant pour le développement de systèmes statistiques nationaux sur l'éducation non formelle.

En 2001, le GTENF a également collaboré avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) afin d'identifier les besoins de développement, de soutien et de gestion en matière d'éducation. Le GTENF a entre autres participé au 1er Forum sur les politiques en éducation, organisé par la SADC en novembre 2001, à Livingston, en Zambie). Ce forum a constitué une activité majeure dans le cadre des objectifs pour améliorer les capacités régionales dans l'élaboration des politiques éducatives, la planification et l'administration des systèmes éducatifs.

## Les groupes de travail nationaux

Les groupes de travail nationaux (GTN) sont au cœur de la stratégie du GTENF pour mettre en pratique ses activités et

réaliser ses objectifs. Les pays désireux de participer au programme du GTENF sont encouragés à créer un GTN rassemblant des représentants de ministères intéressés, des prestataires d'éducation et des acteurs de l'éducation non formelle.

Le GTENF fonctionne par l'intermédiaire de ses GTN pour soutenir les travaux conceptuels et théoriques (recherche de politiques, activités de renforcement des connaissances, etc.), mais aussi pour promouvoir le dialogue grâce à des réunions, séminaires et ateliers organisés aux niveaux local, régional et national. Deux groupes de travail nationaux ont été créés en 2001, l'un en Sierra Leone, l'autre en Tanzanie (Zanzibar).

Au Kenya, au Mozambique, en Namibie, en Ouganda et au Zimbabwe, le GTENF participe, avec les ministères de l'éducation de ces pays, le GTSE, l'UNICEF et d'autres organisations, à une initiative importante qui vise à mettre au point et à introduire des systèmes d'informations statistiques sur l'ENF.

Au Kenya, le GTENF soutient également un projet pilote sur l'entrepreneuriat et l'alphabétisation fonctionnelle, auquel participe la Direction de l'éducation des adultes du ministère du Travail et des Affaires sociales et l'université de Nairobi.

### Renforcer la visibilité et les activités de plaidoyer

Le GTENF a renforcé la visibilité de ses activités. Il a notamment distribué plusieurs de ses publications et un numéro spécial de sa Lettre d'information comprenant un dossier préparé par le GTN du Burkina Faso qui sera traduit dans les principales langues du pays.

Un site Internet a été créé afin de rendre l'accès à l'information aussi large que possible. Destiné à devenir une plateforme interactive, ce site possède une section centrale qui hébergera des forums de discussion.

### La lutte contre le VIH/SIDA

Le GTENF s'est aussi lancé dans une activité visant à modifier les comportements des adultes et des jeunes gens non scolarisés face au VIH/SIDA et à renforcer les efforts menés actuellement pour limiter

la propagation de la pandémie. L'initiative consiste à former des facilitateurs agissant dans le domaine du non formel qui seront chargés d'informer les jeunes sur le VIH/SIDA. Cette initiative sera testée à travers des activités pilotes menées au Malawi et en Zambie auprès d'adultes et de jeunes gens non scolarisés issus de communautés ciblées. Les activités seront menées parallèlement à une initiative similaire coordonnée par le secrétariat du Commonwealth au Botswana en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT).

### Autres études

D'autres projets et études ont été engagés en 2001 :

- un état des lieux de l'éducation non formelle au Bénin a été réalisé ;
- le groupe de travail du Burkina Faso, en collaboration avec l'université de Fribourg (en Suisse), a organisé un séminaire pour élaborer des indicateurs sur le droit à l'éducation de base.

### Création d'un comité directeur et d'une commission consultative

Le GTENF de l'ADEA joue un rôle de plus en plus actif dans la promotion de l'ENF au sein du système éducatif dans son ensemble. Le besoin de constituer un comité directeur s'est donc fait ressentir – sans pour autant renoncer à une structure élargie (la commission consultative). Une réunion a donc eu lieu le 4 mai 2001 à Antananarivo, à Madagascar, pour discuter de la création d'un comité directeur. La rencontre a réuni les personnes impliquées dans les activités du GTENF depuis sa création et a abouti à la mise en place ultérieure d'un comité directeur. La commission consultative, composée de membres du comité directeur, de cinq membres des groupes de travail nationaux et de personnes ressources a été constituée à Arusha, en Tanzanie, en octobre 2001. Le comité directeur et la commission con-

sultative aideront le GTENF à définir ses orientations et sa stratégie à long terme.

### Les principales réunions

L'une des réussites de l'année a été l'organisation d'une séance plénière du GTENF pendant la biennale 2001 de l'ADEA qui s'est tenue à Arusha, en Tanzanie. La plénière avait pour thème *L'intégration de l'éducation non formelle*. Quatre documents ont été présentés, portant sur un cadre théorique et des expériences réussies en Afrique australe et orientale, au Mexique, en Argentine et en Ethiopie. Les présentations ont été suivies d'un débat. Le GTENF a ensuite organisé une séance en petits groupes sur des questions liées à l'intégration des offres alternatives dans l'éducation africaine. Le groupe de travail avait également organisé une exposition de ses publications, matériels et affiches sur l'éducation non formelle en Afrique. Les réunions du comité directeur et la commission consultative se sont tenues en marge de la conférence.

### Vers une nouvelle approche

Les séances organisées par le GTENF ont suscité d'importantes discussions et de profondes réflexions chez les ministres, les agences et les experts en éducation. Il en est ressorti que l'adoption d'une nouvelle approche était cruciale pour atteindre les objectifs internationaux de développement. L'importance de cette nouvelle orientation fixée par le GTENF a conduit à une proposition : le groupe de travail devrait envisager de se rebaptiser pour mieux refléter l'évolution de son rôle. Parmi les propositions : devenir le Groupe de travail de l'ADEA sur la diversité et l'intégration. Le forum des ministres a accepté d'analyser les conclusions des séances organisées par le GTENF et de donner son avis sur les questions clés où le groupe de travail pourrait apporter son soutien aux ministères.

AMINA OSMAN

GT SUR L'EDUCATION NON FORMELLE

Pour plus d'informations sur le GTENF, consultez : [www.adeanet.org/wgnfe](http://www.adeanet.org/wgnfe)

# Enseignement à distance

Le groupe de travail sur l'enseignement à distance (GTED) est le dernier groupe de travail créé par l'ADEA. Il est également le seul GT qui soit piloté par un pays africain, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique de Maurice. En 2001, le GTED a achevé une première étude qui brosse un tableau détaillé du paysage actuel de la formation à distance dans les pays anglophones et francophones d'Afrique subsaharienne. Une attention particulière a été portée à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Cette étude servira à définir les priorités futures du GTED ainsi que son programme de travail pour les années à venir.



Mali. Photographie : Roger, Dominique/UNESCO

**A**u cours de l'année 2001, le GTED a consolidé les liens entre ses membres et développé des lignes directrices pour la mise en place de collectes d'information et de recherches sur les activités de formation à dis-

tance en Afrique. En juin 2001, un accord a été signé avec le Commonwealth of Learning (COL) et l'Association internationale d'éducation, de formation et de technologies de communication (AIEFTC) afin d'effectuer une étude globale de la littérature existante sur les activités de formation à distance (FAD) dans les pays anglophones et francophones d'Afrique subsaharienne.

## **Un bilan détaillé de la formation à distance**

L'étude essaye de fournir une image complète et détaillée des différents aspects de la formation à distance : conception pédagogique, élaboration des cours, administration et gestion des cours, gestion de la qualité, utilisation des technologies de l'information et de la communication, état de la

recherche actuelle sur la FAD, bases de données existantes, associations régionales et autres facteurs pouvant concourir au développement de la FAD en Afrique subsaharienne. Bien que les termes de références de l'étude couvrent tout le champ de la FAD, une attention particulière a été portée sur l'utilisation des médias et des nouvelles technologies – là où elles existent ou sont envisagées. L'étude s'intéresse non seulement aux institutions nationales en Afrique subsaharienne, pays lusophones inclus, mais aussi aux principales organisations régionales et internationales actives dans ces pays. Les aspects saillants de l'étude sont présentés dans cet article.

## **Le paysage de la FAD en Afrique anglophone**

L'étude souligne la nécessité de combiner les principes suivants dans la formation à distance : l'apprenant au cœur de l'apprentissage, l'éducation tout au long de la vie, la flexibilité de l'offre, le libre

“Aucun pays subsaharien n'a été capable de tenir la promesse faite d'assurer, par le biais du système éducatif conventionnel, une éducation à la totalité de sa population. Dans ce contexte, la formation à distance doit être considérée comme un mode de diffusion d'enseignement adapté. Elle est en mesure de donner à ceux qui n'ont pas pu, à un niveau ou à un autre, effectuer une scolarité normale, la possibilité de rattraper ce qui leur a échappé sans retourner nécessairement à l'école.”

Joe Komane et Tony Mays

Commonwealth of Learning, décembre 2001

accès au savoir, la reconnaissance des acquis, le soutien à l'apprentissage, la qualité des documents pédagogiques et une utilisation combinée des médias.

Elle souligne le fort potentiel de la formation à distance pour pallier les manques de l'enseignement présentiel, combler les carences de l'enseignement actuel ou passé, éliminer les barrières liées aux questions de genre, contribuer au renforcement des capacités de manière coût efficace et améliorer l'accès aux programmes de tous niveaux (du primaire au supérieur) et aux formations multisectorielles (destinées notamment aux agriculteurs, enseignants et législateurs).

Elle met également l'accent sur la nécessité de convaincre les gouvernements de reconnaître l'importance de l'éducation à distance afin de les amener à mettre en place des politiques et des stratégies appropriées à la promotion de ce mode de diffusion et à financer ses activités. Elle met en garde contre les approches hâtives, arbitraires ou centralisatrices, et encourage le développement de partenariats entre le gouvernement et les associations de FAD ainsi que l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Au niveau institutionnel, elle insiste sur la nécessité de comprendre en profondeur les facteurs contextuels et de prendre en compte toutes les ressources existantes (humaines, financières, technologiques ou infrastructurelles). Elle suggère aussi que l'élaboration des curricula (contenu et méthode) tienne compte de l'environnement culturel de l'apprenant ainsi que de ses besoins afin d'atténuer le poids de l'isolement.

Le soutien apporté à l'apprenant (conseil, tutorat, réponses fournies à temps...) constitue un élément essentiel de la motivation des étudiants, de leur cheminement dans le cours et de leur persistance dans le programme. Les taux d'échecs et d'abandons élevés sont dus à l'absence de soutien à l'apprenant dans de nombreux pays africains ; seules quelques institutions telles que l'université de Fort Hare dans la province orientale du Cap et l'université de Namibie donnent des exemples de bonnes pratiques

en terme de soutien académique et administratif aux étudiants.

L'utilisation de plusieurs médias favorise « le service de masse sur mesure » et l'efficacité de l'apprentissage. L'écrit reste prédominant, mais beaucoup de pays utilisent également l'audiovisuel, la vidéo et, de plus en plus, la radio et la télévision. La montée en puissance de l'Internet est beaucoup plus nette en Afrique du Sud que dans les autres pays. En 1999, le nombre de téléviseurs par habitant était, en Afrique subsaharienne, le plus bas au monde : 0,5 pour 100 habitants contre 65 aux Etats-Unis. L'absence de politiques nationales en matière d'intégration des NTIC dans l'éducation et l'absence d'experts qualifiés pouvant apporter leur soutien aux demandes technologiques expliquent en partie ce faible taux.

### **Le paysage de la FAD en Afrique francophone**

En plus d'un bilan détaillé des activités principales de FAD dans le contexte francophone, l'étude formule, à la lumière des avancées technologiques que l'on peut prévoir, des recommandations en matière d'intégration des NTIC.

L'étude traite de la formation à distance aux niveaux primaire, secondaire et supérieur, ainsi que de la formation des maîtres. Elle aborde aussi la formation professionnelle, initiale et continue. Les programmes pris en considération sont produits tant localement qu'importés. La FAD assurée de l'étranger comprend des programmes sous-régionaux et internationaux.

Il semble à ce jour qu'à l'exception du Centre national de télé-enseignement (CNTE) de Madagascar où sont inscrits 30% des étudiants de l'enseignement supérieur et des programmes sous-régionaux de l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES), de l'Institut supérieur panafricain d'économie coopérative, (ISPEC), de l'Association des universités françaises (AUF) et de l'université virtuelle africaine (UVA), il n'existe que très peu de programmes FAD. L'UVA n'atteint que 1% de la population estudiantine.

La formation à distance tendra de plus en plus à être individualisée et centrée sur les ressources. Cependant, les ressources disponibles en matière de formation en ligne ne seront pas suffisantes si les étudiants ne sont pas aidés, sur les plans académique, psychologique et administratif, par un vrai tutorat et de vrais services de conseil.

L'étude note que, dans tous les pays francophones, l'éducation gratuite et la résistance aux initiatives privées ne favorisent pas le développement de la FAD.

Elle conclut que le développement de la FAD en Afrique subsaharienne francophone doit surmonter plusieurs obstacles : la résistance au changement des enseignants et des étudiants, l'absence d'initiatives politiques, des investissements élevés en amont (et, par suite, une importante dépendance vis-à-vis des initiatives sous-régionales), des inhibitions envers les solutions importées (systèmes et documents pédagogiques) et l'absence de capacités institutionnelles locales en matière de FAD.

Les recommandations de l'étude sont les suivantes :

- ▶ mettre en place des associations régionales avec l'aide de représentants d'organismes de FAD ;
- ▶ promouvoir un accès multilingue et multiculturel au cyberspace ;
- ▶ stimuler les capacités locales en matière de NTIC afin d'améliorer l'éducation et la formation ;
- ▶ dépasser les barrières du « copyright » afin d'encourager l'accès aux contenus pédagogiques en ligne et les applications logicielles ;
- ▶ promouvoir la recherche sur les NTIC dans l'éducation.

Les deux rapports – francophone et anglophone – feront l'objet des prochaines discussions du comité technique du groupe de travail prévu à Maurice en mars 2002. Ils serviront à définir les activités prioritaires du groupe. Les rapports seront disponibles auprès du Secrétariat de l'ADEA et de l'organisme de coordination du GTED.

**ANAND R. RUMAJOGEE**  
LEADER DU GT  
SUR L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

# Participation féminine

Le Forum des éducatrices africaines (FEA) est une ONG dynamique basée à Nairobi qui, à travers ses actions de plaidoyer pour l'éducation des filles et les activités menées par ses sections nationales, s'est forgée une image forte à travers toute l'Afrique. Le FEA, dont la création avait été suscitée par le Groupe de travail sur la participation féminine (GTPF), assure depuis l'an dernier le pilotage du groupe. En 2001, le GTPF s'est restructuré en s'efforçant d'intégrer les activités menées par certaines composantes dans des plans d'actions nationaux. Le GTPF a également initié des activités nouvelles pour promouvoir l'éducation des filles, dans la droite ligne des recommandations du Forum mondial de l'éducation de Dakar en mai 2000. Malgré les efforts considérables accomplis au cours de la dernière décennie, l'équité entre filles et garçons est encore loin d'être assurée en ce début de millénaire.

Intégrer les questions de genre dans les plans d'action nationaux en faveur de l'éducation pour tous : les interventions du FEA cherchent à vérifier qu'au-delà des simples déclarations d'intention, l'éducation des filles est véritablement intégrée dans les plans d'action nationaux d'éducation pour tous et qu'elle a bien sa place dans les stratégies, les activités et la répartition des ressource-



Côte d'Ivoire. 1972. Photographie : Waeles, P./UNESCO

ces. En 2001, le FEA s'est efforcé de mettre en œuvre ce processus qui a nécessité la formation d'un petit noyau de membres venus de neuf antennes nationales du FEA, centré sur l'analyse des politiques touchant aux questions de genre, et l'utilisation du cadre d'analyse politique mis au point par le FEA en 2000.

## Les centres d'excellence

Les centres d'excellence du FEA sont responsables de nombreuses interventions, dont :

- la formation continue des enseignants à des méthodes d'enseignement des sciences et des mathématiques tenant compte des questions de genre ;

- la constitution et le renforcement des clubs de filles ;
- la création de bureaux d'orientation et de conseil ;
- l'octroi de bourses aux filles financièrement démunies ;
- l'amélioration de la gestion des écoles ;
- l'amélioration des résultats des filles dans les matières scientifiques et les mathématiques ;
- l'augmentation de la participation des filles aux nouvelles technologies de l'information ;
- la création de centres de ressources et de bibliothèques pour consolider les résultats scolaires.

En 2001, les activités des centres d'excellence du FEA se sont développées. Outre les programmes en cours au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie, le principe a été reproduit dans un pays francophone – le Sénégal.

## La journée du FEA à Arusha

A l'occasion de la biennale de l'ADEA d'Arusha, en octobre 2001, le FEA a organisé une journée sur le thème de la transposition à grande échelle d'initiatives no-

“ Si les femmes doivent un jour être « habilitées » politiquement et économiquement, mettre au monde puis élever des enfants sains et contribuer au développement global de leurs communautés, les obstacles qu'elles rencontrent lorsqu'elles sont enfants et jeunes adultes doivent être réduits ou tout simplement éliminés. ”

Josephine Onédinoyo  
Commission économique pour l'Afrique des Nations unies  
FAWE Info, Vol. 8 N°1

vatrices pour l'éducation des filles : les centres d'excellence du FEA. La réunion a présenté le concept des centres d'excellence et les initiatives mises en œuvre au Kenya, au Rwanda, au Sénégal et en Tanzanie ; elle a également invité les personnes impliquées dans la mise en œuvre de ces initiatives à partager leurs expériences. Un défilé, qui avait pour thème l'éducation des filles, conduit par le ministre adjoint de l'éducation de Tanzanie, S.E. Sakila, a brillamment clôturé la journée.

### Efforts de plaidoyer

Une composante majeure des activités du FEA est le plaidoyer. Le FEA entreprend de sensibiliser des groupes cibles clés, au niveau des communautés et des écoles : filles et garçons, enseignants, administrateurs d'écoles, chefs de communautés, administrateurs locaux, personnels des ministères de l'éducation et autres praticiens de l'éducation. Les efforts du FEA portent avant tout sur les acteurs proches du terrain, entre autres les chefs et conseillers locaux. Ils se traduisent dans les faits par le nombre de filles auxquelles un mariage précoce a été épargné et qui se sont réconciliées avec leurs familles ; et par l'amélioration des taux de survie scolaire des filles dans les zones rurales.

Ayant compris très tôt que les médias pouvaient être un allié puissant, le FEA entretient avec eux des relations constantes, grâce à des conférences de presse et des émissions radiotélévisées aux niveaux national, régional et international. Le FEA a en outre créé le prix d'excellence du FEA destiné aux médias chargés de couvrir l'éducation des filles.

### Autres interventions

- Grâce à un système de bourses, dix antennes nationales du FEA sont venues en aide à 1 706 filles financièrement démunies afin de leur permettre de poursuivre leurs études.
- Les antennes nationales du FEA ont engagé des actions pour combattre le fléau du VIH/SIDA.
- Le FEA a poursuivi la mise à jour de son site Internet et le développement de son centre de ressources afin qu'ils puissent servir de lieu de diffusion

d'informations sur l'éducation des filles en Afrique.

- Le prix Agathe Uwilingiyimana pour l'innovation, géré par quatre représentations nationales, a récompensé une innovation permettant un meilleur accès des filles à l'éducation ainsi que l'amélioration de leur survie scolaire et de leurs résultats.
- Le FEA a poursuivi la diffusion des bonnes pratiques et des enseignements tirés des expériences arrivées à leur terme dans le cadre de son programme de subventions pour des projets pilotes. Trois études de cas portant sur la participation de la communauté à l'éducation des filles au Kenya et sur un programme pré-universitaire tanzanien visant à augmenter la participation des filles dans les sciences à l'université ont été réalisées et diffusées.
- Les antennes nationales au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie ont renforcé leurs capacités en matière de sensibilisation aux questions de genre, d'éducation à la paix et de plaidoyer, à l'aide de modules préalablement mis au point.

### FEMSA, Alliance et PSR

Un travail important a été réalisé pour achever trois projets et les intégrer dans le programme de travail du FEA : le programme pour l'éducation des femmes en mathématiques et en sciences en Afrique (FEMSA), l'Alliance pour une action communautaire sur l'éducation des filles (ACAFE) et le Partenariat pour la planification stratégique des ressources en Afrique (PSR).

ACAFE a pour vocation de canaliser les ressources et les appuis sous toutes ses formes en direction des ONG susceptibles de faire progresser l'accès des femmes à l'éducation ; elle fonctionne dans cinq pays (Ghana, Mali, Ouganda, Tchad, Zambie). FEMSA vise à améliorer les résultats des filles et des jeunes femmes en sciences et en mathé-

matiques et à réviser les programmes scolaires. PSR veut renforcer les capacités des pays à mener des recherches sur les contraintes entravant la progression de l'éducation des filles ou, au contraire la favorisant ; il s'intéresse également à l'utilisation optimale des ressources afin de permettre le financement d'interventions qui contribueraient à une meilleure équité entre les sexes face à l'offre éducative.

Le second semestre de l'année 2001 a été consacré à la compilation des meilleures pratiques identifiées par le FEMSA, l'Alliance et le PSR afin de les intégrer dans le programme de travail du FEA. Le groupe consultatif du FEMSA s'est réuni en décembre dernier et les coordonnateurs nationaux ont pu partager les enseignements tirés du projet. En ce qui concerne le PSR, des discussions ont eu lieu avec les ministères de l'éducation tout au long de l'année 2001 et le FEA s'est assuré que les plans d'action du PSR étaient intégrés dans les plans d'action nationaux d'éducation pour tous. Les pays qui participent au projet PSR ont également entrepris une diffusion systématique des résultats de leurs recherches auprès de la population.

Le FEA a engagé un très large processus de consultation pour s'assurer de l'heureuse conclusion de ces projets au travers de discussions internes au sein du FEA et de débats avec ceux chargés du fonctionnement des projets au niveau national. Cinq représentations nationales ont organisé des ateliers pour discuter de

l'intégration des projets dans leurs programmes de travail. Des échanges ont également eu lieu avec le FEMSA, l'Alliance et le PSR aux niveaux régional et international. Grâce à ces consultations, le FEA a désormais tracé les grandes lignes de son orientation stratégique pour la période 2000 - 2004.



**LORNAH MURAGE**  
SPÉCIALISTE COMMUNICATION  
FORUM DES ÉDUCATRICES AFRICAINES

# Comment contacter les groupes de travail

## **GT sur les livres et le matériel éducatif**

**Carew Treffgarne**  
**Leader**  
Department for International  
Development (DFID)  
1 Palace Street,  
London SW1E 5HE, UK  
Tél. : +44 20 7023 0658  
Fax : +44 20 7023 0287  
Mél : c-treffgarne@dfid.gov.uk

## **GT sur l'éducation à distance**

**Anand R. Rumajogee**  
**Leader**  
Tertiary Education Commission  
Réduit, Ile Maurice  
Tél. : +230 467 88 09  
Fax : +230 467 65 79  
Mél : arumajog@intnet.mu

## **GT sur l'analyse sectorielle**

**Alexandra Draxler**  
**Leader**  
Institut international de planification de  
l'éducation (IIEP)  
7-9 rue Eugène-Delacroix,  
75116 Paris, France  
Tél. : +33 1 45 03 77 88  
Fax : +33 1 40 72 83 66  
Mél : a.draxler@iiep.unesco.org

## **GT sur le développement de la petite enfance**

**Jeannette Vogelaar**  
**Leader**  
Expert en éducation de base  
Dutch Ministry of Foreign Affairs  
Bezuidenhoutseweg 67  
P.O. Box 20061  
2500 EB, The Hague, The Netherlands  
Tél. : +31 703 48 67 12  
Fax : +31 703 48 64 36  
Mél : jeannette.vogelaar@minbuza.nl

**Kate Torkington**  
**Coordonnatrice du projet d'examen des politiques**  
41 Appleby Lodge  
Wilmslow Road  
Fallowfield, Manchester M14 6HQ, UK  
Tél. : +44 16 1224 7836  
Fax : +44 16 1225 2818  
Mél : kate@applebylodge.demon.co.uk

## **GT sur les finances et l'éducation**

**Lorraine Belisle**  
**Leader**  
Agence canadienne de développement  
international (ACDI)  
200 Promenade du Portage  
Hull, Québec K1A 0G4, Canada  
Tél. : +1 819 997 0983  
Fax : +1 819 997 5453  
Mél : lorraine\_belisle@acdi-cida.gc.ca

## **GT sur les statistiques de l'éducation**

**Ko-Chih Tung**  
**Coordonnateur du GTSE**  
Bureau de l'UNESCO - Harare  
P.O. Box H.G 435  
8 Kenilworth Road, Highlands  
Harare, Zimbabwe  
Tél. : +263 4 33 23 22  
Fax : +263 4 33 23 44  
Mél : kc.tung@unesco.co.zw

**Bernard Audinos**  
**Coordonnateur SISED pour l'Afrique de l'ouest et l'Afrique du centre**  
UNESCO-SISED/GTSE  
Bureau régional de l'UNESCO  
Av. L.S. Senghor B.P. 3311  
Dakar, Sénégal  
Tél. : +221 8 49 23 23  
Fax : +221 8 21 38 48  
Mél : b.audinos@sentoo.sn

## **GT sur l'éducation non formelle**

**Ahlin Byll-Cataria**  
**Leader**  
Direction du développement et de la  
coopération (DDC)  
Freiburgerstrasse 130  
CH-3003 Bern, Suisse  
Tél. : +41 313 22 34 28  
Fax : +41 313 24 87 41  
Mél : ahlin.byll@deza.admin.ch

**Cream Wright**  
**Coordonnateur**  
Secrétariat du Commonwealth  
Marlborough House, Pall Mall  
London SW1Y 5HX - UK  
Tél. : +44 20 7747 6274  
Fax : +44 20 7747 6287  
Mél : ca.wright@commonwealth.int  
creamwright@hotmail.com

**Adama Ouane**  
**Coordonnateur**  
Institut de l'UNESCO pour l'éducation  
Feldbrunnenstrasse 58  
Hamburg D-20148, Germany  
Tél. : +49 40 44 80 41 30  
Fax : +49 40 41 07 72 3  
Mél : a.ouane@memo.unesco.org

## **GT sur la participation féminine**

**Professeur Penina Mlama**  
**Leader**  
Directeur exécutif  
FAWE Secretariat  
International House, 12<sup>th</sup> Floor  
P.O. Box 53168  
Nairobi, Kenya  
Tél. : +254 2 33 03 52 / 22 65 90  
Fax : +254 2 21 07 09  
Mél : pmlama@fawe.org  
fawe@fawe.org

## **GT sur l'enseignement supérieur**

**William SAINT**  
**Leader**  
Banque mondiale  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433, USA  
Tél. : +1 202 473 7578  
Fax : +1 202 473 8065  
Mél : wsaint@worldbank.org

**David COURT**  
Fondation Rockefeller  
c/o Banque mondiale  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433, USA  
Tél. : +1 202 473 5736  
Fax : +1 202 478 8299  
Mél : dcourt@worldbank.org

La coordination du GTES sera transférée à l'Association des universités africaines (AUA) au Ghana en 2002. Actuellement la personne contact à l'AUA est :

## **François Rajaoson**

Secrétaire général  
Association des universités  
africaines (AUA)  
Aviation Road Extension  
Airport Residential Area  
P.O. Box 5744,  
Accra, Ghana  
Tél. : +233 21 76 15 88/ 77 44 95  
Fax : +233 21 77 48 21  
Mél : secgen@aau.org

## **GT sur la profession enseignante/sf**

**Jean-Claude Mantes**  
**Leader**  
Ministère des Affaires étrangères,  
Direction générale de la coopération  
internationale et du développement  
DCT/HEA  
20 rue Monsieur  
75700 Paris 07 SP, France  
Tél. : +33 1 53 69 31 24  
Fax : +33 1 53 69 37 83  
Mél : jean-claude.mantes@diplomatie.gouv.fr

**Paul Dogoh Bibi**  
**Coordonnateur**  
06 B.P 1634  
Abidjan 06, Côte d'Ivoire  
Tél. : +225 20 21 11 29 / 20 21 83 93  
Fax : +225 20 21 83 93 / 20 21 51 42  
Mél : dogoh@globeaccess.net

## **GT sur la profession enseignante/sa**

**Henry Kaluba**  
**Coordonnateur**  
Secrétariat du Commonwealth  
Marlborough House - Pall Mall  
London SW1Y 5HX - UK  
Tél. : +44 20 7747 6276  
Fax : +44 20 7747 6287  
Mél : h.kaluba@commonwealth.int

# Profession enseignante

Le Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) a été créé pour aider les ministères africains de l'éducation à améliorer leurs systèmes de gestion et de soutien aux personnels de l'éducation. Les sections anglophone et francophone du groupe opèrent à partir d'équipes nationales établies dans 28 pays d'Afrique subsaharienne. Leurs membres constituent aujourd'hui un réseau d'experts capables d'analyser les problèmes de gestion et de mobilisation des enseignants dans leurs pays et d'initier des actions au sein de leurs ministères.



Séance de lecture dans une classe d'école primaire en Afrique sahélienne. Photo : GTPE, sf

## La section francophone

Le GTPE/sf est engagé depuis 1993 dans un programme intitulé *Gestion et mobilisation du personnel enseignant* (GME). Les équipes nationales,

présentes dans 14<sup>1</sup> pays francophones, ont été amenées à analyser les problèmes de gestion des personnels enseignants dans leurs pays et à proposer des actions con-

crètes. Entre 1993 et 1997 les équipes nationales ont élaboré des plans d'actions nationaux ; entre 1997 et 2000 elles ont mené des études ciblées portant sur des problèmes abordés dans les plans d'action ; en 2001, ces études ont été achevées et ont fait l'objet d'une publication, « Pour une expertise en gestion des personnels enseignants ».

### Les études/actions

Commencées pour la plupart en 1999, les études menées par les équipes nationales ont été achevées lors du regroupement annuel de Ouagadougou, au Burkina Faso du 16 au 21 mai 2001.

En réalisant les études, les équipes nationales se sont données un double objectif, « théoriser » les pratiques développées

“ L'efficacité de l'enseignement et les résultats obtenus par les élèves dépendent en grande partie des personnes chargées de faire fonctionner le système scolaire, et les enseignants sont au cœur du processus. Par ailleurs, les enseignants représentent dans pratiquement tous les pays un poids social et économique important : ils représentent la moitié des effectifs de la fonction publique et les charges salariales pèsent pour près de 75 % dans le budget de fonctionnement alloué au ministère de l'éducation. Leur rôle à ce jour irremplaçable dans la transmission des connaissances, l'effet massif de leur effectif et des parts de budgets qui leur sont consacrés font que leur gestion doit être d'autant plus rigoureuse et d'autant plus efficace. ”

*Pour une expertise en management des personnels enseignants.*  
Publication du Groupe de travail sur la profession enseignante, section francophone

dans le cadre de l'action, et produire un document susceptible d'apporter des exemples concrets de réalisations. Il s'agissait de relater des expériences d'évaluation ou de conduite de changement, d'en proposer une analyse, d'identifier ce qui les rapproche et éventuellement ce qui les distingue tant au niveau des méthodologies utilisées que de celui des résultats obtenus. Le séminaire de Ouagadougou a également recentré les travaux du GTPE/sf autour des objectifs d'Education pour tous (EPT). Les compétences développées par le GTPE/sf auprès de ses membres devraient leur permettre d'apporter un appui concret aux plans EPT dans leur pays. Ainsi, tout en restant ancré dans son programme initial de gestion et de mobilisation des personnels enseignants, le GTPE/sf contribuera également, à travers ses activités, à la réalisation des objectifs de scolarisation universelle.

### Missions d'études et ateliers

Les missions d'études et/ou de suivi ont été l'occasion pour les experts du Nord et du Sud d'apporter des appuis techniques aux équipes nationales. Effectuées en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Togo, ces missions avaient pour objet le développement de compétences dans les domaines suivants : évaluation des politiques publiques et des politiques de gestion des personnels ; conduite d'études mettant en œuvre les méthodologies utilisées par les membres du GTPE/sf. La gestion des emplois, des postes et des personnels, les techniques d'enquête, l'informatisation de la gestion des personnels, les solutions alternatives aux recrutements traditionnels font partie des questions qui ont été abordées par les missions.

Ces missions ont eu pour résultat l'apport d'enseignements utiles pour les pays et l'émergence d'une expertise régionale.

### Communication

Le GTPE/sf continue de développer sa politique de communication interne et externe. Un atelier régional qui s'est tenu à Dakar du 28 janvier au 1<sup>er</sup> février 2002 a abordé des questions de communication du GTPE. La production d'un nouveau bulletin a été discutée et des équipes rédactionnelles ont été constituées. Le nouveau bulletin, « Le partenaire », a pour objectif de rendre le groupe plus visible auprès de tous ses partenaires en restituant les travaux effectués par l'ensemble des équipes nationales.

### La question du VIH/SIDA en milieu enseignant

Lors de son regroupement annuel de mai 2000 à Lomé, le GTPE/sf avait décidé d'intégrer la lutte contre le VIH/SIDA dans sa mission première. Cette année, le regroupement annuel de mai 2001 à Ouagadougou a renforcé le plan d'actions 2001-2003 et a adopté un plan d'actions consensuel et plus pertinent de lutte contre le VIH/SIDA. Le plan s'articule autour de quatre objectifs spécifiques :

- ▶ réduire l'impact du VIH/SIDA chez les enseignants ;
- ▶ renforcer les actions de prévention dans le milieu enseignant ;
- ▶ mettre en place un mécanisme de prise en charge des enseignants ;
- ▶ développer un mécanisme de suivi et d'évaluation du plan.

Le GTPE/sf a également participé à la XII<sup>e</sup> conférence internationale sur le SIDA

et les maladies sexuellement transmissibles à Ouagadougou en décembre 2001.

### Liens avec le GTPE, section anglophone

Le coordonnateur régional du GTPE/sf a, sur invitation de son homologue anglophone, pris part à l'atelier de Nairobi organisé par le GTPE/sa du 26 août au 2 septembre 2001. La réunion a fait un bilan des activités du GTPE/sa et a accordé une place importante au partage d'expériences en matière de lutte contre le VIH/SIDA en milieu enseignant. Les coordonnateurs des sections anglophone et francophone du GTPE souhaitant renforcer les liens entre les deux groupes, il a été décidé qu'ils effectueraient une mission conjointe au Cameroun pour formaliser l'entrée de ce pays dans le GTPE.

### Conclusion

La mise en œuvre des objectifs de l'EPT par la mobilisation des personnels enseignants est liée au fait que ceux-ci semblent être parmi les populations les plus touchées par la pandémie du VIH/SIDA. C'est pourquoi l'objectif de l'EPT, la lutte et la prévention contre le VIH/SIDA en milieu enseignant peuvent s'inscrire dans un cadre commun pour viser à la fois la mobilisation du personnel enseignant mais aussi la réalisation d'une éducation universelle d'ici à 2015.

**PAUL DOGOH-BIBI**  
COORDONNATEUR DU GT  
SUR LA PROFESSION ENSEIGNANTE,  
SECTION FRANCOPHONE

1. Les équipes nationales du GTPE/sf ont été établies dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

## La section anglophone

Cette année, l'activité la plus importante du Groupe de travail a été la réunion qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya, en août 2001, au cours de laquelle le programme *Teacher Management and Support* ou TMS (auquel

participent 14 pays anglophones<sup>1</sup>) a été évalué. Etaient présents des représentants de ministères de l'éducation, des représentants du GTPE (sections anglophone et francophone) et des membres de groupes de travail nationaux ou régionaux en

provenance de 14 pays : Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Seychelles, Swaziland, Tanzanie (continentale), Gambie, Zanzibar et Zimbabwe. Ont également participé à la réunion des représentants

de nos partenaires au développement de la Fondation Aga Khan, de CfBT, de DANIDA, du FEA, de FINNIDA, de JICA, de l'UNESCO et de l'UNICEF ainsi que des représentants d'universités du Canada, de la Norvège et d'Afrique du sud, et du syndicat des enseignants du Kenya.

En dehors de l'évaluation des programmes en cours du TMS, la réunion a passé en revue l'impact du VIH/SIDA sur le secteur éducatif dans les pays représentés et les réponses apportées sous forme de politiques mises en œuvre par les ministères de l'éducation.

Un compte rendu des résultats de l'étude sur les centres de ressources pédagogiques dans sept pays de l'Afrique australe en 1999/2000 a également été présenté, ainsi qu'un rapport sur l'évolution des relations de travail dans le secteur de l'éducation en Afrique du Sud avec une attention particulière sur l'inconduite du personnel dans les écoles publiques.

La réunion a fait les recommandations suivantes :

- Les enseignants ont besoin d'être soutenus afin de faire face à la pandémie du VIH/SIDA qui affecte l'ensemble du système éducatif. Ces mécanismes de soutien peuvent prendre diverses formes : le réseautage, le développement de matériels, l'élaboration de stratégies au niveau de l'école, la collecte de données et la recherche ;
- Des visites d'appui effectuées par des personnes ressources de l'ADEA devraient être organisées pour aider les pays qui ne possèdent pas encore des groupes de travail nationaux pleinement opérationnels. De telles visites seraient également souhaitables pour renforcer et appuyer les groupes sous-régionaux ;
- Les lignes directrices à l'intention des groupes de travail nationaux devraient être mises à jour ; ces groupes devraient s'élargir et impliquer des ONG, des représentants d'enseignants du secteur privé et autres professionnels du domaine de l'éducation ;
- Une liste de spécialistes et d'experts dans les pays membres du GTPE/sa devrait être mise à la disposition de tous les membres ;

- Des liens plus étroits devraient être tissés avec les pays francophones ;
- Les partenaires au développement devraient être encouragés à poursuivre et accroître leur aide au GTPE et à jouer un rôle plus actif dans la coordination des activités et programmes d'aide aux enseignants ;
- Les processus qualitatifs dans le soutien apporté aux enseignants doivent être mis en valeur ; il a été suggéré que le GTPE s'intéresse aux enseignants exerçant dans les zones rurales et aux formations spécifiques qui devraient être données aux enseignants s'occupant d'élèves handicapés.

### Autres activités

#### Séminaires sur le dialogue des politiques dans la formation des enseignants en Afrique

Le coordonnateur du GTPE/sa a participé au séminaire international organisé par le Commonwealth of Learning (COL) sur la formation des enseignants en Afrique qui s'est tenu à Windhoek, en Namibie, en juillet 2001. Ce séminaire, auquel ont participé les secrétaires permanents des ministères de l'éducation et les partenaires au développement a permis de discuter des problématiques de la gestion des enseignants et de définir des activités à mener avec les hauts fonctionnaires des ministères africains de l'éducation.

#### La formation des maîtres principaux

Au cours du 9<sup>ème</sup> séminaire d'évaluation du GTPE/sa qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, en août 2001, la faculté d'éducation de Lins, à Oslo, représentée par le professeur Ellen Carm, a fait un rapport de l'évaluation à mi-parcours des activités de formation des maîtres principaux en Tanzanie et en Zambie. Faisant suite à ce séminaire, un atelier d'une journée a été organisé en Zambie, en décembre 2001, à l'intention des responsables de l'évaluation. L'objectif de l'atelier était de rencontrer les responsables zambiens pour discuter avec eux des résultats de cette étude. La faculté de Lins publiera le rapport final en 2002. Ces résultats fourniront des informations et des recommandations utiles pour les futures interven-

tions des ministères de l'éducation ou du GTPE/sa.

#### Association sud-africaine pour la gestion des enseignants (EMASA)

Le coordonnateur du GTPE/sa a été invité à faire une communication à la conférence internationale de l'EMASA de mars 2001 à Durban, en Afrique du Sud, sur le thème *Partenariat en éducation en Afrique*. L'EMASA s'est déclarée très intéressée par les activités du GTPE/sa en Afrique et le GTPE/sa a été chaleureusement remercié pour la contribution qu'il apporte à l'EMASA par ses publications et par son réseau depuis plus de trois ans.

#### Le site internet du GTPE/sa

Le GTPE/sa a décidé de développer ses efforts de communication par la création d'un site Web qui facilitera l'échange d'informations avec les enseignants, les formateurs, les ministères de l'éducation et les partenaires au développement.

#### Echanges et partenariats

La réunion d'évaluation du GTPE/sa de Nairobi a permis un échange d'expériences avec le GTPE/sf. M. Dogoh-Bibi, coordonnateur du GTPE/sf, a présenté les résultats d'une étude menée par son groupe de travail sur le VIH/SIDA en Afrique de l'ouest. C'était la seconde fois que M. Dogoh-Bibi assistait à nos réunions (la première remontait à 1999 au Mozambique).

#### Publications et documents

Une compilation de publications et de documents relatifs à la gestion et au soutien des enseignants a été présentée à Nairobi en août 2001. Ce document sera publié et pourra être consulté très prochainement sur le site Web du GTPE/sa.

**HENRY KALUBA**

COORDONNATEUR DU GT SUR LA PROFESSION ENSEIGNANTE, SECTION ANGLOPHONE

1. Les pays participants au programme TMS du GTPE/sa sont les suivants : Botswana, Ghana, Gambie, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe, Zambie.

# Enseignement supérieur

**Le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES) a pour mission de contribuer à la revitalisation des universités africaines. En 2001, le groupe a mené une enquête ayant pour objectif d'identifier des initiatives porteuses pouvant être partagées entre pays et universités. Le groupe travaille étroitement avec l'Association des universités africaines (AUA) qui assurera, à partir de 2002, la coordination du GTES.**

**L**e Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur (GTES) supervise depuis le début de l'année 2001 une enquête sur les innovations de l'enseignement supérieur en Afrique, qui permettra de mieux comprendre les réformes introduites dans les systèmes et les établissements africains d'enseignement supérieur et d'en orienter le financement. Cette enquête se propose d'identifier les innovations les plus intéressantes, à trois niveaux – les systèmes, les institutions et les facultés, et dans six domaines – les capacités de réponse face aux besoins de la société, la planification stratégique, le financement, la bonne gestion, la réforme des programmes et le développement des ressources humaines. Il s'agit là en effet de zones d'intervention cruciales pour l'évolution de l'enseignement supérieur en Afrique.

## Innovations porteuses

L'enquête se déroulera selon trois grandes étapes : envoi d'un questionnaire destiné à recenser les innovations porteuses de changement dans les universités ; études approfondies *in situ* et analyses détaillées de certaines innovations ; évaluation et identification des

innovations les plus prometteuses. Ces trois étapes devraient aboutir à un inventaire régional exhaustif et donner naissance à un rapport de synthèse sur les innovations identifiées en Afrique francophone, en Afrique de l'Est, en Afrique australe, au Ghana et au Nigéria.

L'enquête a été confiée à quatre experts africains ; chacun a la responsabilité d'une zone géographique précise. L'équipe de recherche s'est réunie pour la première fois en février 2001 pour mettre au point une approche méthodologique.

Près de 200 questionnaires ont été envoyés dans différents établissements d'enseignement supérieur, accompagnés d'une note d'information expliquant aux présidents des universités les objectifs de l'enquête et son importance. A ce jour, le GTES a reçu 40 questionnaires en retour. Les réponses ont été étudiées afin de classer et d'identifier des innovations dignes d'intérêt qui feront l'objet d'une analyse approfondie et d'une visite *in situ*. Une réunion, organisée en décembre 2001 à Nairobi, au Kenya, a fait état des premiers résultats de l'enquête menée en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

## Autres activités

**Conception de supports de formation :** le GTES progresse dans l'élaboration de supports de formation pour les membres

du Conseil d'administration des universités et des instituts polytechniques africains. L'expérience du Centre pour l'évolution de l'enseignement supérieur en Afrique du Sud (CHET)<sup>1</sup>, qui a conduit à la préparation d'un manuel et d'un programme de formation, a servi de point de départ au GTES qui participera à son tour à l'élaboration d'un manuel de formation de même type avec le Conseil national de l'enseignement supérieur du Ghana<sup>2</sup> et encouragera les membres du Conseil d'administration des établissements d'enseignement supérieur à l'utiliser. Le GTES se propose de participer à des opérations semblables dans d'autres pays, à mesure que de nouvelles possibilités de collaboration émergeront.

**Lutte contre la propagation du SIDA sur les campus :** Le programme de travail du GTES pour l'année 2002 accordera la plus haute priorité aux interventions visant à prévenir et à atténuer l'impact du VIH/SIDA dans les établissements africains d'enseignement supérieur. Les actions porteront essentiellement sur la conception de politiques institutionnelles et

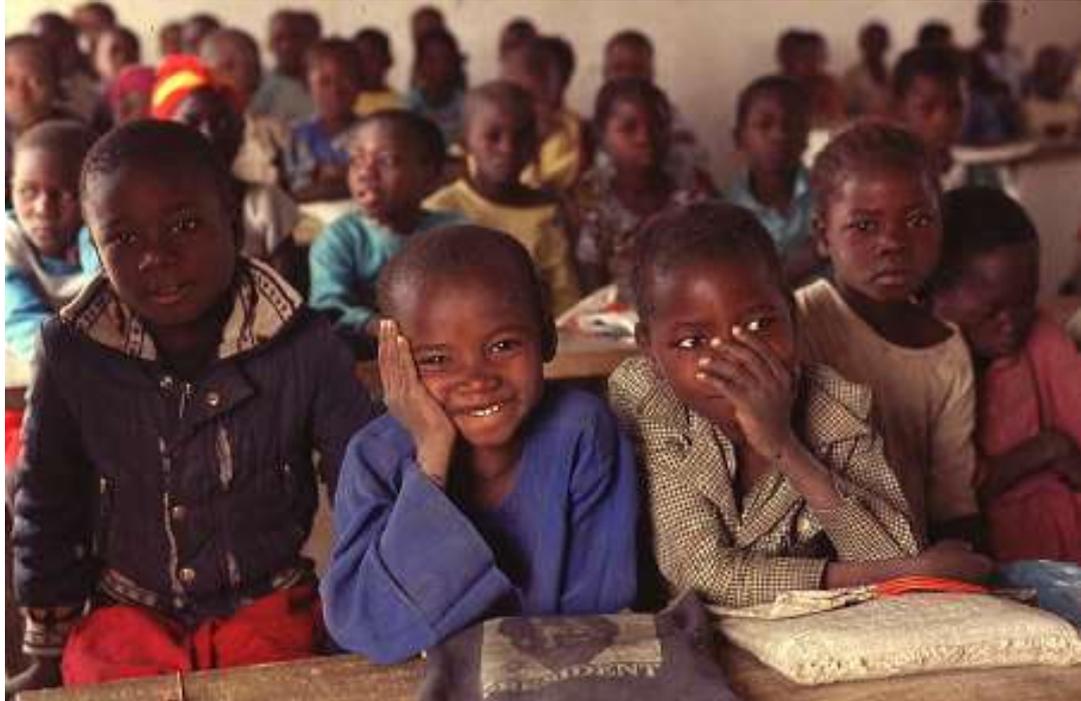
➔ *Suite à la page 19*

Nigéria. 2001. Remise des diplômes au Collège Grace Bible. Photographie: Philimon N. Midenda, Grace Bible College, JHU/CCP



# Analyse sectorielle en éducation

Le Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation (GTASE) a été créé pour promouvoir la connaissance et le partage d'informations dans le domaine de l'analyse sectorielle en éducation. Ces premiers travaux ont porté un regard critique sur le processus, le contenu, la qualité et l'utilité des études sectorielles en éducation menées en Afrique. Ceci a conduit le groupe à prendre de nouvelles orientations pour améliorer la qualité des analyses sectorielles et encourager leur utilisation dans le processus d'élaboration des politiques.



Mali, 2001. Photographie: Wolf, Alfred/UNESCO

**S**elon le GTASE, l'analyse sectorielle est une technique qui permet de rassembler et d'analyser des informations concernant les ressources et les besoins existants. Mais c'est surtout un outil puissant dans le processus d'établissement d'un consensus sur l'orientation des réformes en éducation, le renforcement des partenariats et la promotion des échanges entre acteurs et partenaires du développement.

“ L'analyse sectorielle est une technique qui permet de rassembler et d'analyser des informations concernant les ressources et les besoins existants. Mais c'est surtout un outil puissant dans le processus d'établissement d'un consensus sur l'orientation des réformes en éducation, le renforcement des partenariats et la promotion des échanges entre acteurs et partenaires du développement. ”

Enfin, le renforcement des capacités nationales pour la conception et la réalisation d'analyses sectorielles est primordial dans le processus de réforme éducative, indépendamment des besoins et des exigences des donateurs.

Un séminaire d'analyse et de réflexion sur les rôles de l'analyse sectorielle dans le processus de réforme éducative a été organisé par le GTASE à Dakar en juin 2001, en partenariat avec la Conférence des ministres de l'éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN). Il est le premier d'une série de séminaires qui seront organisés par le GTASE dans le cadre de son implication plus directe en matière de développement des capacités. Parmi les participants, différents acteurs de l'éducation au Sénégal, quatre coordonnateurs EPT (Education pour tous) venant de

pays voisins, ainsi que des membres du Comité directeur du GTASE possédant une expertise très étendue et variée dans le domaine de l'analyse sectorielle. Ce séminaire devait favoriser une réflexion assez ouverte portant d'une part sur l'histoire, les problèmes et le potentiel des réformes éducatives et d'autre part sur les techniques permettant de mieux comprendre les besoins et les contraintes et d'accroître les chances de réussite.

## Présentations<sup>1</sup>

Dans sa présentation, le professeur Cheik Aw a procédé à une analyse rétrospective du cas du Sénégal, en illustrant par des exemples les problèmes auxquels sont confrontés les réformateurs et les planificateurs : le cycle sans fin des réformes ; l'antinomie constante entre les aspects quantitatifs et qualitatifs ; la conception des réformes depuis 1970, leur histoire et leur longévité ; la négociation avec des

groupes d'intérêts spécifiques ; les difficultés économiques chroniques et les changements de priorité résultant des changements politiques au niveau national. Dans une présentation complémentaire, Klaus Bahr, l'un des fondateurs du GTASE et spécialiste en analyse sectorielle, a récapitulé les possibilités offertes par cette dernière et les pièges qu'elle comporte, en accordant une attention particulière à l'engagement pris par l'ensemble des pays africains d'élaborer en 2002 des plans nationaux visant à atteindre l'éducation pour tous à l'horizon 2015. La SADC et la CONFEMEN ont présenté des activités ayant trait à l'analyse sectorielle et à l'évaluation de la qualité des systèmes éducatifs.

### Résultats : La voie difficile des réformes éducatives

Bien que l'ensemble des participants ait reconnu qu'à bien des égards les systèmes éducatifs en Afrique fonctionnaient bien et que des progrès ont été accomplis dans de nombreux domaines, le débat a surtout porté sur ce qui n'avait pas été fait ou avait échoué. De nouveaux problèmes se posent et de nouveaux défis particulièrement difficiles attendent d'être relevés.

### Dialogue, coopération et coordination

Il a été souligné à plusieurs reprises qu'un partenariat entre tous les acteurs de l'éducation, nationaux ou non, était un élément indispensable au développement de réformes efficaces et durables. Cependant,

les changements fréquents de gouvernements, les situations d'urgence ou de crise, l'influence des bailleurs, la non-implication de tous les acteurs, les problématiques liées à la gouvernance... limitent les échanges et les interactions. La coopération au niveau régional est également un maillon très important dans le processus des réformes. Cette coopération, illustrée entre autres par l'exemple de la SADC et de la CONFEMEN, doit être renforcée : il est clair que les pays africains ont beaucoup à apprendre les uns des autres et peuvent enrichir leur expérience en comparant leurs succès, leurs échecs et leurs difficultés.

### La recherche et la place de l'analyse sectorielle

L'analyse sectorielle est souvent considérée comme un processus technique quelque peu aseptisé, trop éloigné des réalités politiques et pratiques du terrain. La communauté des chercheurs, en Afrique et ailleurs, n'a pas besoin d'être convaincue de l'utilité de la recherche en matière d'élaboration des politiques. En revanche, son utilité et sa légitimité doivent être constamment démontrées aux décideurs politiques. C'est pourquoi il est important d'attirer l'attention du public sur la recherche, de prouver son utilité pour résoudre les problèmes quotidiens et de dépasser le cercle des spécialistes pour toucher les milieux politiques et la société civile. Mais

il est tout aussi important que l'analyse sectorielle suive un processus ouvert et respectueux des priorités nationales.

### Conclusion

D'après les réactions des participants, le séminaire a atteint son but, qui était de favoriser le dialogue entre des acteurs de secteurs différents, mais tous impliqués dans le processus de réforme éducative. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'utilité des présentations et des débats pour leur travail. Dans l'ensemble, les participants attendent avec intérêt l'élaboration de matériels de renforcement des capacités spécifiquement destinés aux agents d'exécution qui participent à la préparation des réformes. Ils ont également souligné l'importance de la diffusion d'informations tant sous la forme de rapports ou de séminaires que par le renforcement des réseaux régionaux. Informations qui doivent être particulièrement centrées sur les initiatives récentes en analyse sectorielle et surtout sur « ce qui marche ». Enfin, il est ressorti des discussions qu'il reste capital, pour comprendre les processus de réforme éducative en Afrique, de continuer à étudier la relation pays/donateurs dans le domaine de l'analyse sectorielle. ■

Pour plus d'informations sur le GTASE, consultez le Site Web du groupe : [www.adeanet.org/wgesa](http://www.adeanet.org/wgesa)

1 Les présentations sont disponibles dans leur intégralité sur le site du GTASE : [www.adeanet.org/wgesa](http://www.adeanet.org/wgesa)

### → Suite de la page 17

la mise au point de pratiques de gestion qui s'attachent ouvertement à tout ce qui touche au SIDA. Le GTES soutiendra à cette fin l'intégration d'un module sur le SIDA dans les ateliers de formation périodiques destinés aux hauts responsables des universités et financés par l'Association des universités africaines, mais aussi dans les ateliers et les séminaires organisés pour le personnel des établissements d'enseignement supérieur et les représentants des étudiants. Le module a pour but

d'aider au développement de politiques institutionnelles sur les conséquences du VIH/SIDA et de recherches sur les meilleurs moyens de modifier les comportements du personnel et des étudiants et limiter ainsi la propagation du VIH/SIDA.

### L'AUA assurera bientôt la coordination du GT

Le secrétariat de l'Association des universités africaines, à Accra, au Ghana, assurera à partir de 2002 la coordination

du groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur. Le recrutement d'un coordonnateur pour le GTES est en cours.

**WILLIAM SAINT**  
LEADER DU GT  
SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

1. Centre for Higher Education Transformation, Pretoria, Afrique du Sud.  
2. National Council for Tertiary Education, Accra, Ghana.

# Les livres et le matériel éducatif

Encourager le développement des processus qui conduisent à la formulation de politiques nationales du livre adéquates : telle est la mission principale du Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME). Le groupe travaille en étroite collaboration avec le Réseau des éditeurs africains (APNET) et l'Association panafricaine des libraires (PABA). Il travaille également avec de nombreuses ONG africaines concernées par le développement du livre en Afrique et divers acteurs : décideurs, enseignants, spécialistes des programmes scolaires, éditeurs, distributeurs, libraires et auteurs qui interviennent dans la conception, la production, la diffusion et l'approvisionnement des livres.

## La distribution des livres en Afrique

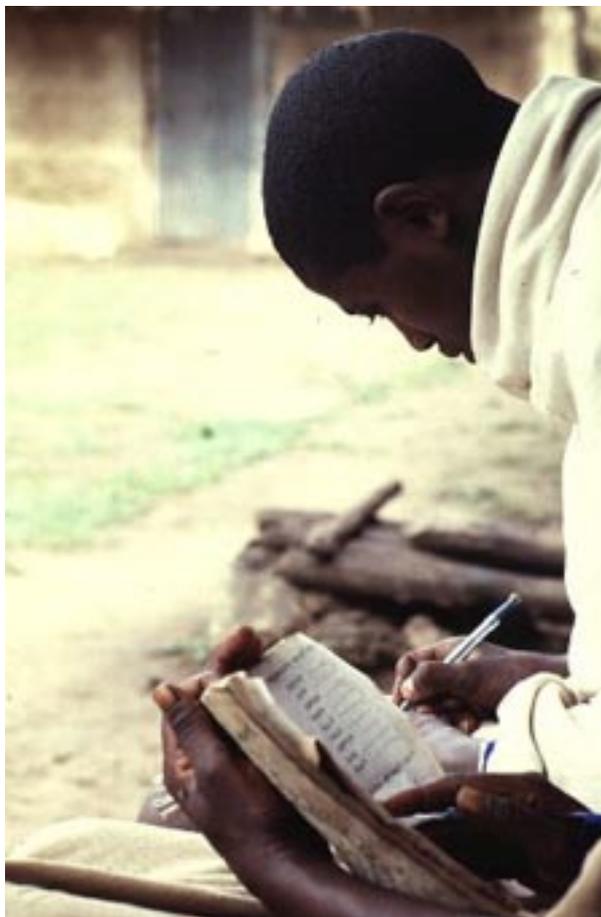
En 2001, le GTLME a produit dans sa collection *Perspectives sur le développement du livre en Afrique* un autre livre à succès : *Améliorer la distribution des livres en Afrique*, paru en mars. Cette étude, qui propose une image la plus exhaustive possible de l'industrie du livre dans différentes régions africaines, explore un maillon capital mais trop souvent négligé de la chaîne du livre.

## Les capacités de vente

En 2001 également, une priorité constante a continué à animer le groupe de travail : apporter son concours aux ateliers organisés par la PABA qui visent à développer le professionnalisme des libraires et à renforcer les associations nationales de libraires. Des ateliers ont eu lieu à Abuja en mai, à Harare en août et à Dar-es-Salaam en octobre.

## L'APNET et la PABA signent un accord !

Au cours des 18 derniers mois, le GTLME a facilité l'organisation d'une série de réunions entre l'Association panafricaine des libraires (PABA) et le Réseau des éditeurs africains (APNET). Après un premier contact, qui a permis à la PABA d'assister à une réunion du conseil d'administration de l'APNET, organisée par le groupe de travail en novembre 2000 à Accra, les deux organisations se sont à nouveau rencontrées à l'occasion de la



Ethiopie. 1982. Photographie : Roger Dominique/UNESCO

Foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF). Cette seconde rencontre a débouché sur la signature, le 7 août 2001, d'un protocole d'accord historique entre les présidents des deux organisations, Oluronke Orimalade et Richard Crabbe. Cet accord revêt une grande importance, dans la mesure où l'APNET et la PABA se sont ainsi mis d'accord pour encourager leurs membres à travailler ensemble à la mise en place de stratégies communes ou complémentaires en matière de plaidoyer, de formation, de promotion de la lecture et d'échanges. Les activités de plaidoyer couvrent également la campagne « Pas de taxes sur les livres ! », qui continue de prendre de l'importance.

“ De nombreuses études ont été réalisées et sont arrivées à des conclusions sur les meilleurs moyens de revitaliser l'éducation en Afrique. Il semblerait que la clé réside dans une combinaison efficace des intrants et dépende d'un équilibre judicieux entre les dépenses affectées aux salaires et les ressources allouées à la formation des enseignants, aux infrastructures scolaires et aux matériels d'instruction. La pénurie de matériels éducatifs de qualité demeure le principal obstacle à l'alphabétisation et à l'efficacité de l'enseignement donné. ”

Tiré de *Books for Schools: Improving Access to Supplementary Reading Materials in Africa*  
Publié par le Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif

## Nouveaux membres

Lors de la réunion du comité directeur du GTLME qui s'est tenue à Londres en mars dernier, au même moment que la foire du livre, le groupe a accueilli deux nouveaux membres : Madana Nomaye, du Tchad, et Tekeste Hagos, de l'Erythrée. Le nouveau secrétaire exécutif de l'APNET, Akin Fasemore, Alice Rugumyamoto, de l'unité de gestion du livre au ministère de l'Éducation de Tanzanie et Paula Mendonça, du ministère de l'Éducation du Mozambique, participaient aussi pour la première fois à une réunion du comité directeur. La rencontre a été l'occasion pour les membres d'échanger des informations sur le secteur du livre dans les pays et dans les agences et de s'informer sur diverses activités (la campagne « Pas de taxes sur les livres ! », la Foire internationale du livre du Zimbabwe et l'interface entre l'édition et la vente).

## Evaluation de matériels portant sur la qualité

Deux membres du groupe de travail, Catherine Tugainyo (Ouganda) et Lily Nyariki (Kenya), se sont impliqués dans la collecte de documents visant à améliorer la qualité en matière de gestion des écoles ou de didactique. Le groupe sur la qualité mis en place par les agences (et animé par l'UNICEF) a demandé au GTLME de faire participer à ce travail des chercheurs d'Éthiopie, du Malawi et de Tanzanie. Michael Ngaunje, du Comité pour le développement du livre au Malawi, Prosper Rwegoshora, du Comité pour le développement du livre en Tanzanie (BAMVITA) et Anbesu Biazen, du CODE en Éthiopie, se sont donc associés à cet exercice. Les différents matériels seront analysés lors d'un atelier prévu à Kampala en mars 2002, qui sera également l'occasion de concevoir d'autres outils pour contribuer à améliorer la qualité dans les écoles.

## Cibler les questions de genre

En 2001, les associations nationales d'éditeurs d'Accra, de Lusaka, de Nairobi

et de Yaoundé ont entrepris de tester le manuel très apprécié *Pour une édition sensible aux questions de genre*. Le GTLME espère que les résultats de ces ateliers seront utilisés pour élaborer une édition du manuel en kiswahili, dont se chargera un éditeur tanzanien pour le compte du groupe de travail (en collaboration avec le FEA).

## Les ateliers régionaux

Les représentantes nationales du GTLME, Paula Mendonça (du Mozambique) et Alice Rugumyamoto (de Tanzanie), faisaient partie de la délégation nationale qui a participé à un atelier régional sur les *Approches innovantes pour l'amélioration des politiques et des pratiques du secteur du livre* qui s'est tenu en juin à Lilongwe. En plus des représentants du Mozambique et du *Toit de l'Afrique* (Tanzanie), cet atelier a réuni des représentants de plusieurs ministères de l'éducation, de comités pour le développement du livre et d'associations de bibliothécaires, d'éditeurs et de libraires venus de la *Perle de l'Afrique* (Ouganda), du *Royaume du ciel* (Lesotho) et du *Cœur de l'Afrique* (Malawi). L'atelier a comparé des réformes récentes adoptées dans le secteur du livre et couvert plusieurs thèmes dont : la mise en place de nouveaux partenariats entre le secteur privé et le secteur public ; le financement d'outils didactiques et d'apprentissage ; et une distribution efficace et équitable du livre. Le GTLME espère que les discussions qui ont eu lieu pendant ces réunions seront divulguées au niveau national grâce à des réunions de suivi qui permettront aux pays d'élaborer une approche stratégique de la planification et de la gestion de la politique du livre. Un séminaire du même genre est prévu pour cette année ; il se tiendra à Niamey, au Niger, et rassemblera des délégués venus du Bénin, du Cameroun, de Mauritanie, du Niger et du Tchad. Cette activité traduit le souci permanent du GTLME de faire en sorte que les matériels d'apprentissage et d'enseignement soient effectivement disponibles pour faire progresser l'Éducation pour tous.

## La foire internationale du livre du Zimbabwe et la biennale de l'ADEA

Vingt-deux délégués ont participé à la foire cette année. Le GTLME a animé trois séances sur les thèmes suivants : stratégies pour cibler les lecteurs ; stratégies pour promouvoir la lecture ; politiques de développement d'une culture de la lecture. Des membres du GTLME originaires d'Afrique du Sud, du Swaziland et du Zimbabwe ont ensuite participé à la deuxième conférence panafricaine sur *La lecture pour tous*, organisée à Abuja, au Nigéria, en octobre. Un Inventaire des projets réussis de lecture a été préparé par le groupe de travail à cette occasion. A ce jour, ce document comporte 30 entrées ; il sera utilisé pour favoriser des échanges sur les stratégies qui se sont avérées efficaces pour promouvoir la lecture.

La biennale de l'ADEA a été pour le groupe de travail l'occasion de contribuer à la présentation de l'expérience Soul City, étendue à d'autres pays grâce aux brochures *Choose Life* (Parier pour la vie). Le GTLME a également parrainé la participation de Eleishi Lema, membre du conseil d'APNET, à une table ronde sur des expériences de réseautage ayant favorisé le passage à plus grande échelle. Eleishi a analysé les processus qui ont permis à APNET de devenir un puissant réseau panafricain ayant pour vocation de soutenir l'industrie africaine du livre.

## Publications

Avec la parution d'un seul titre en 2001, *Améliorer la distribution des livres en Afrique*, le GTLME n'a pas réussi à réaliser tous les projets éditoriaux prévus pour l'année. Toutefois, plusieurs livres de la collection *Perspectives sur le développement du livre africain* ont été traduits et publiés en français et l'on prévoit de publier en 2002 *Faire en sorte que la coordination du livre fonctionne !* avec le soutien de l'initiative de l'UNESCO pour les matériels d'éducation de base.

**CAREW TREFFGARNE**  
LEADER DU GT SUR LES LIVRES  
ET LE MATERIEL EDUCATIF

# Le programme d'échanges intra-africains

Mis en place en 1994, le programme d'échanges intra-africains (PEIA) est né de la volonté de l'ADEA d'aider les ministères africains de l'éducation à exploiter les capacités et les expériences régionales pour capitaliser les innovations et solutions réussies. A mesure que les réseaux de l'ADEA et les connaissances accumulées prenaient de l'ampleur, ce programme est devenu une source d'expertise et d'échange d'expériences.

Le programme d'échanges intra-africains (PEIA) existe depuis 1994. Entravé par un budget restreint et l'absence de publicité, le programme a eu des débuts difficiles. A partir de 1996 pourtant, les ministères ont commencé à le solliciter et sa dotation n'a cessé d'augmenter. Le Bilan prospectif de l'éducation en Afrique, lancé par l'ADEA en 1999, a notamment donné un coup d'accélérateur aux demandes d'échanges, en faisant connaître aux pays africains toute une série d'innovations et d'expériences enrichissantes. Les 26 études de cas présentées en 1999 à la biennale de l'ADEA de Johannesburg, en Afrique du Sud sont, depuis la publication en 2001 d'un rapport intitulé *Education en Afrique – réussites et innovations : l'Afrique parle !*,

largement diffusées. Intéressés par les études, cinq pays ont contacté l'ADEA (le Bénin, Djibouti, la Gambie, le Tchad et Zanzibar) pour lui demander d'apporter son appui à des voyages d'études en Guinée, en Namibie, à Zanzibar et au Zimbabwe.

## Les contributions des GT

Les groupes de travail de l'ADEA ont aussi grandement contribué au développement des échanges intra-africains. Leur expérience et la diversité des compétences mobilisées au cours des dix dernières années se révèlent de plus en plus utiles pour instaurer de tels échanges. Les experts africains, formés ou sélectionnés par les GT, ont apporté une aide inappréciable aux processus d'élaboration des politiques et

de renforcement des capacités en Afrique. Le groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif a, par exemple, aidé les pays africains à concevoir des politiques nationales du livre grâce à un financement du PEIA accordé lors de réunions sous-régionales telle que la foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF). Les deux sections du groupe de travail sur la profession enseignante (anglophone et francophone) ont également fait appel au PEIA pour engager leurs propres réseaux d'experts à apporter une aide technique et à échanger leurs meilleures pratiques dans le domaine de la gestion des enseignants. Une liste détaillée des voyages d'études financés par le PEIA figure dans le tableau ci-contre.

## Fonctionnement du PEIA

Le programme finance :

- des voyages d'études et des échanges d'expériences entre professionnels de l'éducation africains ;
  - des missions réalisées par des professionnels africains de l'éducation chevronnés, qui assument des fonctions de conseil et d'assistance technique.
- Un ministère souhaitant participer au PEIA doit soumettre une demande au Secrétariat de l'ADEA ou au ministère du pays dont il sollicite une assistance technique. Le ministère candidat reçoit alors la visite d'un spécialiste de la question ou bien envoie un membre de son personnel en mission dans le pays hôte.

Pour plus d'informations sur le PEIA,  
contacter : **Hamidou Boukary**  
Chargé de programmes  
Secrétariat de l'ADEA  
Mél : [h.boukary@iiep.unesco.org](mailto:h.boukary@iiep.unesco.org)

## Voyages d'études et échanges d'expériences du PEIA (1996 - 2001)

Pays bénéficiaire	Pays source d'expertise ou d'expérience	Thème	Date
São Tomé et Príncipe	Bénin	Assistance technique d'un expert du Bénin dans le domaine de l'élaboration des politiques éducatives	mars 1996, septembre 1997 et janvier - février 1998
Botswana	Malawi et Tanzanie	Assistance au ministère de l'éducation du Botswana dans l'élaboration d'une politique du livre	octobre 1997
Togo	Guinée	Partage d'expérience sur l'initiative redéploiement des enseignants en Guinée	avril 1999
Bénin	Guinée	Etude de l'expérience guinéenne de redéploiement des enseignants	décembre 1999
Zanzibar	Zimbabwe	Voyage d'études au Zimbabwe pour étudier le projet d'enseignement des sciences	mai 2000
Gambie	Namibie	Etude du système d'information pour la gestion de l'éducation de la Namibie	mai 2000
Tchad	Guinée	Assistance technique au Tchad dans le domaine de la gestion des enseignants et voyage d'études en Guinée.	sept - oct. 2000 mai 2000
Namibie	Seychelles	Etude du programme d'amélioration des écoles des Seychelles	février - mars 2001
Bénin	Niger	Etude de l'expérience nigérienne d'informatisation du système d'information pour la gestion des enseignants	septembre 2001
Niger	Côte d'Ivoire	Etude de l'expérience ivoirienne de décentralisation des systèmes informatisés de gestion des enseignants	janvier 2002

# Nouveautés

PUBLICATIONS DE L'ADEA EN 2001

## Secrétariat de l'ADEA

### Réussites et innovations en éducation : l'Afrique parle !

Rapport d'un bilan prospectif de l'éducation en Afrique.

### Le redéploiement des enseignants en Guinée

Par Alamah Condé et Mamadou Aliou Sow.

### Préparation du programme de développement du secteur de l'éducation en Ethiopie

Par John Martin, Riitta Oksanen et Tuomas Takala.

## Groupes de travail

### Livres et matériel éducatif

#### Améliorer la distribution des livres en Afrique

Par Tony Read, Carmelle Denning et Vincent Bontoux.

### Analyse sectorielle en éducation

#### Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Burkina Faso, 1994-1999

Par E.K. Ilboudo, M. Compaoré, B. Ouedrago, P. Somba, O. Kaboré, A. Ouedraogo, F. Kinda et B. Kanoré.

#### Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Mozambique, 1990-1998

Par Mouzinho Mário, Miguel Buendia, Wim Kouwenhoven, Adalberto Alberto et Clotilde Waddington.

### Participation féminine

#### A la recherche d'une école idéale pour les filles

FAWE.

#### Report on: Girls' Education in Wajir and Mandera Districts of Kenya

FAWE (existe uniquement en anglais).

### Statistiques de l'éducation

#### Bilan de l'éducation de base en Afrique subsaharienne, 1990-2000

En collaboration avec le Secrétariat EPT pour l'Afrique Subsaharienne.

#### Collecte et traitement des données statistiques : Une approche intégrée

Module SISED, téléchargeable à l'adresse suivante : [www.dakar.unesco.org/sised/publications.html](http://www.dakar.unesco.org/sised/publications.html)

### Finances et éducation

#### The Financing and Cost of Education in Mauritius

Par A. Suddhoo, P. Mohadeb, R. Bhowon, F. Emrith, R. Dabee et N. Rajabalee. En collaboration avec le CODESRIA et le ministère de l'Education nationale, Maurice (existe uniquement en anglais).

### Financement de l'éducation et réformes budgétaires au Bénin

Par J. Ahanhanzo, P. Zinsou, Y. Gbaye, J. Agbodan et A. Codjia. En collaboration avec le CODESRIA et le ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, Bénin.

### Le financement de l'éducation, problématique du partage des coûts et des réformes budgétaires : Cas de l'enseignement primaire et secondaire au Niger

Par M. Gambo, D. Ali, A. Moulaye, A. Kaka, H. Oumarou, M. Maïkolanche, A. Ousseini, M. Abdou et S. Hamidou. En collaboration avec le CODESRIA et le ministère de l'Education nationale du Niger.

### Enseignement supérieur

#### Répertoire de l'aide au développement de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne

Préparé par Mactar Diagne.

#### Défier le mal qui nous défie. Comprendre et amplifier la riposte des universités africaines au VIH/SIDA

Par M.J. Kelly.

### Education non formelle

#### Non-Formal Education and Quality Basic Education for All

Symposium for the Establishment of the ADEA Kenya Country Working Group on Non-Formal Education (NFE-KCWG) Mombasa, Kenya (existe uniquement en anglais).

#### Making Alternatives Count

Report of the Sub-Regional Workshop on Development of Statistical Information Systems for Non-Formal Education Nairobi, Kenya (existe uniquement en anglais).

#### Non-Formal Education in Urban Kenya

Findings of a study in Kisumu, Mombasa and Nairobi.

#### The Dynamics of Non-Formal Education - Volume I

Report on the Pre-Biennial Symposium and Exhibition. Johannesburg, South Africa. By Changu Mannathoko, Amina Osman and Cream Wright.

#### The Dynamics of Non-Formal Education - Volume II

Papers presented at the Pre-Biennial Symposium and Exhibition. Johannesburg, South Africa. By Wim Hoppers, Jeanne Moulton and Amina Osman.

### Profession enseignante, sa

#### Teacher Management and Support in Africa: Publications and Documents 1985-2000

Préparé par Dawn Quist et Henry Kaluba. Sera disponible uniquement sur le site web du GTPE, sa (en anglais uniquement).

### Profession enseignante, sf

#### Pour une expertise en management des personnels enseignants

Coordonné par : Georges Solaux, Bruno Suchaut, Paul Dogoh-Bibi, Marlène Zébangou, Alamah Condé.

Pour commander ces publications, merci de contacter directement les Groupes de travail (pour les livres publiés par les GT) ou le Secrétariat de l'ADEA (pour les livres publiés par le Secrétariat).

## Activités de l'ADEA

### **mars 2002**

Gt sur les livres et le matériel éducatif

Atelier d'analyse des études visant à améliorer la qualité en matière de gestion des écoles et de méthodologie pédagogique  
Kampala, Ouganda

### **11-14 mars 2002**

GT sur la profession enseignante, section francophone  
Regroupement annuel et suivi des activités/études  
Abidjan, Côte d'Ivoire

### **14-15 mars 2002**

GT sur les livres et le matériel éducatif  
Réunion du Comité directeur  
Londres, Royaume Uni

### **21-23 mars 2002**

GT sur l'enseignement à distance  
Réunion du Comité technique/  
Apprentissage libre  
Pointe-aux-Piments, Maurice

### **24-30 mars 2002**

Programme Communication pour l'éducation et le développement (COMED)  
Atelier national de formation  
Accra, Ghana

### **2 avril 2002**

Réunion du Bureau des ministres africains de l'ADEA  
Chantilly, France

### **2-4 avril 2002**

Réunion du Comité directeur de l'ADEA  
Chantilly, France

### **5 avril 2002**

Réunion des leaders et coordinateurs des GT de l'ADEA  
Chantilly, France

### **8-13 avril 2002**

GT sur la profession enseignante, section anglophone/Forum des éducatrices africaines (FEA)  
Atelier de formation pour les centres d'excellence pilotes du FEA  
Nairobi, Kenya

### **16-18 mai 2002**

GT sur la profession enseignante, section anglophone  
Atelier de formation pour les inspecteurs scolaires nouvellement nommés  
Zanzibar, Tanzanie

### **29-30 mai 2002**

Prix africain du journalisme d'éducation  
Réunion du jury  
Cotonou, Bénin

## Autres activités

### **18 mars 2002**

Foire du livre de Londres  
Séminaire organisé par le Fonds d'éducation pour le développement du livre en Afrique australe en association avec la Foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF)  
Thèmes : Les temps changent - l'Afrique change ; Commercialiser le meilleur de l'Afrique ; La chaîne de l'approvisionnement du livre en Afrique  
Londres, Royaume Uni

### **15-17 avril 2002**

Nouvelle initiative pour le développement de l'Afrique (NEPAD)  
Conférence sur le financement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique  
Dakar, Sénégal

### **22-26 avril 2002**

UNESCO  
Conférence Internationale sur la jeunesse et le développement  
Nairobi, Kenya

### **20-22 mai 2002**

Groupe d'étude sur l'éducation en Afrique (Gretaf)  
Colloque international sur l'éducation de base pour tous dans la francophonie  
Site web : [www.refer.org/gretaf](http://www.refer.org/gretaf)  
Paris, France

### **29 juillet - 2 août 2002**

Foire du Commonwealth  
Thème : L'apprentissage libre : Transformer l'éducation pour faciliter le développement  
Durban, Afrique du Sud

**Les dates étant susceptibles de changer veuillez consulter le site web de l'ADEA ([www.adeanet.org](http://www.adeanet.org))**



Lettre d'information trimestrielle publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
7-9 rue Eugène-Delacroix,  
75116 Paris, France

Tél. : +33 (0) 1 4503 7757  
Fax : +33 (0) 1 4503 3965  
Mél : [adea@iiep.unesco.org](mailto:adea@iiep.unesco.org)  
Site Web : [www.adeanet.org](http://www.adeanet.org)

*Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.*